

Le blocage de l'économie comme une évidence

Quand ça commence à grincer dans des bastions de la paix sociale

« Dans ce conflit, un des deux camps devra céder. La lutte s'annonce longue et dure. Nous n'avons pas d'autre choix que d'aller vers un blocage total du pays. Le vote prochain de la loi ne devra pas nous arrêter ! »

(Extrait de l'édito du 1^{er} numéro d'Info-Luttes - Caen, 19 octobre 2010)

Depuis quelques années déjà, on assiste à une tendance du capital à accroître son offensive contre les conditions de survie d'une part toujours plus grande de l'humanité, provoquant en diverses parties du globe d'importants mouvements de lutte. Citons ici¹ la vague de lutte mondiale de 2007-2008 connue (et caricaturée) sous l'appellation d'« *émeutes de la faim* », mais aussi depuis lors, les luttes à Madagascar, en Guadeloupe, au Kirghistan, en Chine, au Bangladesh, au Mexique, au Pérou, au Chili, en Thaïlande (voir dans cette revue), etc.²

Jusqu'ici, le fait que cette offensive se soit appliquée très inégalement –géographiquement, chronologiquement– à travers la planète a entretenu parmi les prolétaires des zones attaquées moins frontalement l'ultime illusion qu'en acceptant d'énormes sacrifices, qu'en renonçant au cours de leurs luttes à s'affronter véritablement à leurs exploiters, qu'en se vendant en définitive au *moindre mal*, ils sauveraient leur peau du *pire*. Ce n'est pourtant pas qu'ils nourriraient une foi à toute épreuve dans le bénéfique retour prochain des « fruits de la croissance » –incantation médiatique à usage des masses dont économistes et capitalistes doivent ricaner au salon– ni qu'ils conserveraient une confiance aveugle envers cette galère qui prend l'eau ou envers ceux qui s'empifrent aux étages en prétendant être à la barre de l'économie mondiale, mais ils survivent en somme de plus en plus in-



confortablement dans l'angoisse sourde, idéologiquement distillée par toutes les voies possibles (télévisuelle, culturelle, syndicale, neuroleptique, intraveineuse...), que toute mutinerie un tant soit peu conséquente les emporterait dans le naufrage de l'État.

C'est sur cette base relativement fragile que la paix sociale a été jusqu'à présent globalement maintenue dans les pays d'Europe occidentale, en dépit des mouvements de révolte des secteurs les plus défavorisés du prolétariat (notamment dans les banlieues) qui y éclatent régulièrement, de même qu'aux Etats-Unis.

Or, le maintien de ces « bastions de la paix sociale » constitue à nos yeux la clef de la domination capitaliste mondiale : en s'assurant la docilité d'une partie du prolétariat, le capital mondial s'assure également que ces prolétaires des pays « stables » ne se reconnaissent pas dans la lutte de leurs frères de classe dans le

monde, il s'assure de pouvoir continuer à y coopter des troupes pour les armées (centrales et satellitaires) de répression, de gendarmerie mondiale, et enfin y trouve les moyens de financer ces armées, leurs bases et leurs opérations, sur la plus-value réelle ou fictive que la paix sociale maintenue à cette fin lui garantit sur le marché mondial³. C'est *de la sorte*, dans cette sinistre topographie qu'imprime au monde la guerre permanente de chaque atome de capital contre tous les autres, que se maintient la domination, que se maintient contre nous la dictature de l'économie⁴.

1. « *Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes* », *Communisme* n°60, novembre 2008.

2. Voir à ce propos notre revue *Communisme* n°61 (juin 2009), et en espagnol, *Comunismo* n°60 (juillet 2010).

3. Pour exemple incontournable que ce caractère de plus en plus fictif fait partie intégrante de la machine : l'armée du principal État-gendarme au monde, fort de son quadrillage militaire des continents et océans, est financée par le plus abyssal et notoire déficit public au monde. La foi dans le dollar ne porte plus depuis longtemps sur sa valeur réelle mais sur la capacité de l'État qui l'émet à assurer la paix sociale dans et hors de ses frontières.

4. Peut-être est-il utile de rappeler ici la barricade de classe qui nous sépare de l'eurocentrisme, de l'eurocisme promotionnés encore aujourd'hui par toute l'idéologie marxiste-léniniste et dont le modèle demeure l'ouvrier blanc d'usine dûment syndiqué et discipliné. D'innombrables luttes de notre classe dans le monde (y compris, en Europe, celles des immigrés, des banlieues...) sont ainsi disqualifiées par cette idéologie qui les considère comme non-prolétariennes, non porteuses d'un antagonisme au capital, simples émeutes de sous-classes exotiques et violentes desquelles le « vrai » prolétariat doit se détourner.

La mécanique est huilée, certes, mais elle n'a rien d'un *perpetuum mobile* qui mettrait le capital à l'abri de sa contradiction fondamentale. La classe bourgeoise, qui personnifie les intérêts du capital, n'a jamais eu et n'aura jamais, en dépit de ses efforts politiques et militaires multiséculaires et permanents en ce sens, la capacité de régler à sa guise le cours mondial des choses, et ce pour l'implacable raison que les nécessités vampiriques et exponentielles de la valorisation du capital ne laissent à ses défenseurs aucun « choix », aucune possibilité de freiner sa course (n'en déplaise aux sinistres idéologues de la « décroissance »), aucun moyen de remédier même partiellement à sa nature catastrophique, de suspendre le cours de son attaque permanente contre nous. Celui-ci ne peut même que s'accélérer à tous les niveaux, et tôt ou tard les zones *relativement* préservées devront également faire l'objet de brutales restructurations et mesures d'austérité, en somme d'attaques des salaires et de nos conditions de survie qui ne pourront pas être absorbées sans réaction, assimilées au cours « normal » et acceptable des choses, ce qui remettra à chaque fois davantage en jeu la stabilité de l'ensemble.

Ainsi actuellement, la mise à l'ordre du jour de politiques d'austérité dans la plupart des pays européens –dans

certains cas, les plus rigoureuses depuis 1945– et les réactions qu'elles suscitent créent les conditions objectives d'un possible dépassement de ce *statu quo* international, indiquent la perspective qui est rageusement nôtre d'un renversement de cette pseudo-fatalité que constitue l'écrasement des luttes de nos frères de classe de par le monde. En cela, la période actuelle marque incontestablement un tournant.

Après la Grèce⁵, l'Espagne, le Portugal et la France, c'est en Angleterre et en Irlande que sont à présent annoncés en masse diminutions de salaires, augmentation du temps de travail (durée et intensité), mise au travail forcé des chômeurs, licenciements,...

Bien sûr, les réactions à ces mesures d'austérité prennent –et prendront encore– des formes diverses selon les situations sociales, économiques et politiques particulières des différents pays concernés. Mais cela n'enlève rien au fait qu'elles expriment toutes fondamentalement un seul et même REFUS DU SACRIFICE DE NOS VIES POUR SAUVER L'ÉCONOMIE EN DÉROUTE !

LA LUTTE CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES EN FRANCE : UNIFICATION ET RADICALISATION D'UN MÉCONTENTEMENT PROFOND ET DIFFUS

En France, la première grosse mesure d'austérité globale votée par la majorité gouvernementale du président Nicolas Sarkozy consiste à porter l'âge minimum de départ à la retraite de 60 à 62 ans. Ce genre de mesures montre clairement que

l'État n'a plus la marge de manœuvre pour enchaîner des attaques seulement sectorielles, destinées à prévenir toute lutte globale. La réforme des retraites votée à la hâte en France est directement applicable à l'ensemble des travailleurs du territoire national, ce qui ne sera pas sans incidence sur la tournure de la lutte. Elle s'ajoute évidemment à la liste de toutes celles que ce gouvernement et les précédents ont fait adopter ces dernières années contre notre classe.

Sans grande surprise, les socialistes –actuellement dans l'opposition gouvernementale– entendent mettre à profit l'impopularité de cette réforme pour préparer leur retour au gouvernement et à l'Élysée. Derrière leurs condamnations convenues de la droite « ultra-libérale », « ultra-sécuritaire », il est notoire qu'il n'y a entre tous les partis politiques de divergences (comme au sein du PS lui-même) que sur les modalités et le calendrier d'application des mesures d'austérité. Ce spectacle d'opposition est évidemment soutenu par les grandes confédérations syndicales de gauche qui lancent un cycle de journées de « mobilisation nationale » contre la politique des retraites du gouvernement de Sarkozy.

A partir du 12 octobre, en marge de ces défilés inoffensifs, des mouvements de blocages dans les raffineries⁶, dans les dépôts de carburant et plus en amont, dans les terminaux portuaires⁷, s'en pren-

5. Voir notre revue *Communisme* n°61 (juin 2009), « *Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes. Ça continue : Grèce, Madagascar, Guadeloupe...* ».

6. Le 22 octobre, Total doit reconnaître que toutes ses raffineries sont bloquées.

7. Le terminal portuaire de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) a lancé le mouvement début octobre, ont suivi ceux du Havre (Seine-Maritime) et de Donges (Loire-Atlantique). A Fos et Marseille, de nombreux navires (60 rien qu'à Fos le 22 octobre), parmi lesquels plusieurs dizaines de pétroliers restent en rade dans l'attente d'un déchargement. Certains seront détournés vers le port d'Anvers, ce qui fera dire à Nicolas Sarkozy, non sans amertume : « *Je suis désolé qu'Anvers soit devenu le deuxième port français* ». Il sera encore plus désolé le jour où le mouvement gagnera Anvers en même temps...



Blocage d'un dépôt de carburant à Dijon - 2 novembre

nent directement à la sève même des flux marchands et de la production. Outre la distribution proprement dite des produits finis, c'est en effet la production elle-même qui dépend aujourd'hui entièrement du transport puisqu'elle fonctionne quasi totalement à flux tendus (pour éviter au maximum les frais liés à l'immobilisation de matières premières, de pièces détachées, de produits finis, etc.), sans compter que le pétrole est aussi l'une des matières premières essentielles dans plusieurs des industries clefs d'Europe occidentale, comme par exemple l'industrie chimique. L'évolution générale de la configuration industrielle a ainsi incontestablement démultiplié la puissance de nuisance du blocage des raffineries.

De manière générale, les réactions des gouvernements au blocage des centres de la production et de distribution énergétique —que ce soient les usines à gaz, les centrales électriques, les dépôts ou raffineries pétrolières et depuis un demi-siècle, les centrales nucléaires— suffisent à révéler leur importance stratégique. Historiquement, lors des mouvements sociaux d'une certaine ampleur, les installations énergétiques ont toujours fait l'objet d'une surveillance et d'une attention particulières de la part de l'Etat, bien conscient que l'attaque de ces secteurs par les prolétaires en lutte peut instaurer un rapport de force largement favorable à ces derniers.

De source journalistique, les réserves pétrolières disponibles en France permettent de satisfaire les besoins énergétiques de son économie durant dix jours à peine⁹. Certes, l'approvisionnement à l'étranger en produits pétroliers raffinés peut permettre de contourner provisoirement les effets d'une grève dans les raffineries —bien que ceci engendre *de facto* un coût plus élevé pour l'industrie qui s'en trouve ainsi dans tous les cas attaquée— mais encore faut-il que la suite de la chaîne ne soit pas bloquée.

D'où l'importance que revêt l'extension des blocages, à travers toute la France, aux infrastructures de transports et de stockage des produits pétroliers raffinés. Dans ce contexte, alors que certaines compagnies de transport de carburant envoient leurs camions s'approvisionner à l'étranger, et notamment dans les raffineries de Feluy et de Tertre, en Belgique, le blocage de celles-ci par leurs travailleurs constitue bien un acte fort de solidarité internationale.¹⁰ Dans le même registre, le lundi 25 octobre, des grévistes du pays basque (Espagne) ont bloqué le poste frontière de Biriadou et immobilisé tous les camions qui tentaient d'apporter du carburant en France.

Un dernier élément a pu intervenir dans le fait que les blocages pour lutter contre la réforme des retraites aient précisément démarré dans les raffineries, c'est le souvenir encore vivace de la dernière grève dans ce secteur. Remontant seulement à février 2010, elle avait rapidement entraîné une pénurie



de carburant en France et ainsi forcé le gouvernement à intercéder directement auprès du groupe Total pour qu'il promette qu'aucune raffinerie ne serait fermée d'ici à 2015. Le fait que le secteur pétrolier ait été explicitement désigné en automne comme le secteur stratégique 'par où commencer' n'est certainement pas étranger à ce résultat qui fut obtenu quelques mois plus tôt.

« Il faut bloquer l'économie, comment s'y prendre ? La réponse s'est imposée d'elle-même autour de la question du pétrole. Même si personne ne sait au fond si cela marchera, si c'est le bon bout par lequel attaquer ce problème, il y a cette tentative : organiser la pénurie d'essence. Et voir ce qui se passera . »

(Extrait du bulletin « Premier Round », dernière semaine d'octobre 2010).

8. Il y aurait en fait trois niveaux de réserves de carburants, le premier servant de tampon pour la consommation globale en situation normale, les deux autres niveaux pouvant être entamés pour pallier une crise d'approvisionnement, selon son ampleur et sa durée. Le passage d'un niveau à l'autre s'accompagne bien sûr de restrictions de consommation en fonction des priorités économiques et stratégiques de l'Etat, qui possède certainement aussi, en bon père de famille, des stocks militaires pour approvisionner les forces de répression.

9. Et ce même si les syndicats, qui n'ont pu dé-savouer l'action, se sont arrangés pour qu'elle ne se prolonge guère au-delà d'une seule journée.



Au-delà du simple retrait de la réforme des retraites se joue incontestablement ici l'instauration d'un rapport de force au sujet de toutes mesures d'austérité à venir, ce qui explique que le gouvernement ne pouvait céder sur base du seul blocage du secteur pétrolier, ce qui aurait constitué un véritable aveu de faiblesse de sa part. Aussi, n'eut-il pas le choix de durcir le bras de fer avec les grévistes et décida-t-il de réquisitionner purement et simplement les travailleurs en vertu de lois d'exception territoriales (qui ont été renforcées ces dernières années), faisant encourir aux

réfractaires une peine de pas moins de cinq années de prison assortie de dix milles euros d'amende !

Cette mesure aura directement pour résultat d'attiser davantage encore la colère des éléments les plus combattifs du mouvements qui, en réaction, étendront les blocages à d'autres cibles, toutes explicitement liées à la circulation marchande. Des groupes composés de travailleurs de professions diverses, de chômeurs, de lycéens, etc. se mettent ainsi à bloquer des axes routiers, des entreprises de transports, des plateformes logistiques (distribution), des

dépôts de bus, des services de la poste, des centres commerciaux, des gares et voies de chemin de fer, des ports, des aéroports, des incinérateurs et garages de camions de poubelles et engins de nettoyage... Dans ce mouvement, les prolétaires jouent les « Bisons Futés »¹⁰ à rebrousse-poil et esquissent une cartographie originale, celle de la France des meilleurs investissements en matière d'entrave aux affaires. Le 25 octobre, 200 prolétaires bloquent les ronds-points d'accès à l'énorme complexe industriel de la *Française de Mécanique* (FM), filiale des groupes Renault et Peugeot qui produit un vingtième des moteurs de la planète.

Comme les piquets volants, il s'agit là d'une manière de contourner les sanctions, intimidations et réquisitions dont les grévistes font l'objet de la part de l'État et des employeurs mais aussi d'une rupture notable avec la stratégie syndicale du cloisonnement (alliée de la répression ouverte), qui ne reconnaît de légitimité qu'aux blocages menés par des grévistes dans leur propre entreprise et non à ceux opérés de l'extérieur. La répression incite ainsi à des parades qui renforcent le mouvement, poussant à la dépersonnalisation, au désenclavement, à la déssectorialisation, à la déprofessionnalisation,...

10. « Bison futé », service public français de prévision et de gestion des engorgements du réseau routier.

11. « On ne peut que se réjouir de ces moments de lutte » déclarait en novembre 2007 un tract signé « les preneurs et preneuses d'otages du campus universitaire de Grenoble » (reproduit dans notre revue Communisme n°60), à propos des luttes menées en France en 2007 par les cheminots, lycéens, étudiants, travailleurs d'EDF, marins-pêcheurs, dans les banlieues, ... non sans s'en montrer critique : « on parle de convergence des luttes, mais en réalité chacun-e lutte dans son coin », et d'ajouter que « quand la détermination prend le pas sur la résignation, le mot d'ordre démagogique de Sarkozy peut devenir le nôtre: ensemble, tout devient possible ». C'est bien cette tendance qui s'affirme aujourd'hui, quelques années plus tard, sous la pression de réformes plus globales.

Bien sûr, alors que ces blocages expriment mieux que tout autre indice le renforcement stratégique et le durcissement du mouvement, les arithméticiens policiers, syndicaux et journalistiques nous bombardent de leurs sempiternels comptages des participants aux défilés-kermesses, comptages dont la finalité politique est de détourner l'attention des pratiques de classe et de préparer l'indispensable *démobilisation générale*. Et Christophe Aguiton, « chercheur » –en médiocrité réformiste– et militant d'ATTAC, de surenchérir dans ce sens : « *Tout mouvement a ses marqueurs, et pour celui-ci, c'est clairement la manifestation. La grève qui a longtemps été le mode d'expression classique, en gros de 1936 à 1968, a été supplantée depuis quelques années par le défilé. Auparavant la manif n'était pas vraiment bien vue. C'était pour les casseurs, les ouvriers métallos. Aujourd'hui, elle a atteint un degré de légitimité supérieure à la grève.* »

Sur le terrain, certains prolétaires semblent cependant bien conscients de la radicalité de la lutte dans laquelle ils se sont impliqués et de la nécessité de la mener jusqu'au bout : « *quoi qu'en dise le gouvernement qui ment effrontément (sur le nombre de manifes-tantEs, de grévistes, de stations services à sec, d'incidents qui éclatent, d'actions de blocages...), le mouvement actuel prend une ampleur historique par le nombre de gens impliqués, par la diversité des secteurs mobilisés solidairement, par la détermination et la radicalisation des gens en lutte. Le gouvernement a décidé de passer en force. La population est en train de relever le défi. Dans ce conflit, un des deux camps devra céder. La lutte s'annonce longue et dure. Nous n'avons pas d'autre choix que d'aller vers un blocage total du pays. Le vote prochain de la loi ne devra pas nous arrêter !* » (Extrait de l'édito du 1er numéro d'Info-Luttes - Caen, 19 octobre 2010).

Le coût des grèves de septembre et octobre s'élèverait à 4 milliards d'euros, selon le patronat

«99% des besoins intérieurs de notre pays sont assurés par la route. Les entraves que nous avons rencontrées dans notre travail ont évidemment eu des conséquences catastrophiques. [...] Nous avons évidemment eu des difficultés à nous ravitailler en gasoil et donc à répondre aux demandes de nos clients. Avec à la clé un tissu économique local qui souffre. Nous avons aussi beaucoup perdu en productivité, avec des chauffeurs en attente mais toujours payés à 100%. Certaines PME du transport ont eu recours au chômage partiel.» (Jérôme Bessière pour la Fédération nationale des transports routiers)

« Les mouvements sociaux ayant entraîné la fermeture des raffineries françaises et le blocage des ports coûté au total entre 200 et 300 millions d'euros à l'industrie pétrolière » (d'après les Échos).

Jean-Louis Schilansky, président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip), explique que le premier poste de coût a été l'immobilisation des navires au large des terminaux. «Un navire immobilisé représente un coût de 30.000 à 50.000 dollars par jour», précise-t-il. Le deuxième poste de coûts est celui des raffineries dont l'arrêt coûte entre 500.000 et 1 million d'euros par jour.

Enfin, le troisième poste de charges est celui des surcoûts logistiques liés à l'acheminement et au transport de carburant. « La France a dû importer jusqu'à 100.000 tonnes de carburant, fioul domestique ou gazole par jour », explique le quotidien, contre « 25.000 tonnes en temps normal ».

En jetant un petit coup d'œil dans le rétroviseur, il est aisé de voir que si ce mouvement a pris rapidement cette tournure, c'est aussi que chaque catégorie de participants avait déjà des comptes –anciens et récents– à régler avec les gestionnaires de toute cette misère si admirablement civilisée, l'actuelle loi

sur la fin de carrière ayant été précédée d'innombrables restrictions, contraintes, humiliations, mais aussi de luttes parfois dures dont le feu couvant n'a fait ici que se raviver.

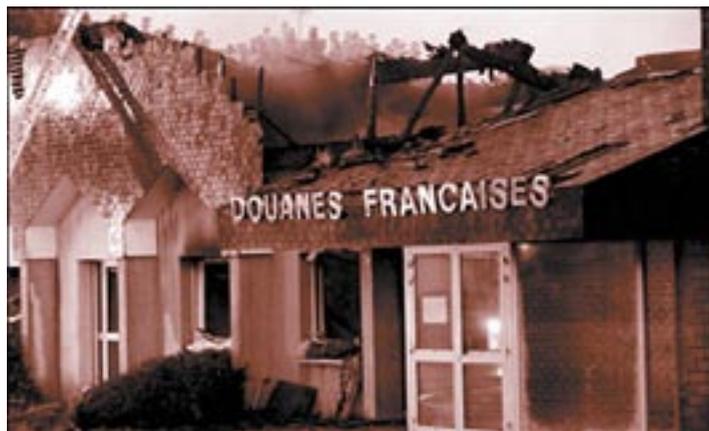
Ainsi le secteur portuaire était déjà chauffé à blanc par l'entrée en vigueur, en janvier prochain, d'une réforme dictée



au niveau européen (et mondial) impliquant une brutale « libéralisation », c'est-à-dire une dévalorisation des statuts professionnels, une exacerbation de la concurrence entre travailleurs dans l'attribution des tâches, des licenciements et conséquemment une forte pression à la baisse sur les salaires. Outre la compression des coûts de transport des marchandises, l'adoption de cette réforme a également pour but de casser la combativité historique des travailleurs de ce secteur stratégique.

Dans le secteur du carburant (raffineries et dépôts), la promesse de maintenir l'activité de tous les sites de Total en France avancée pour mettre fin à la grève de février 2010 s'est avérée non tenue, le site majeur de la *Raffinerie des Flandres* ayant été quand même transformé en dépôt de carburant, tandis le dépôt de Reichstett en Alsace pourrait être purement et simplement fermé.

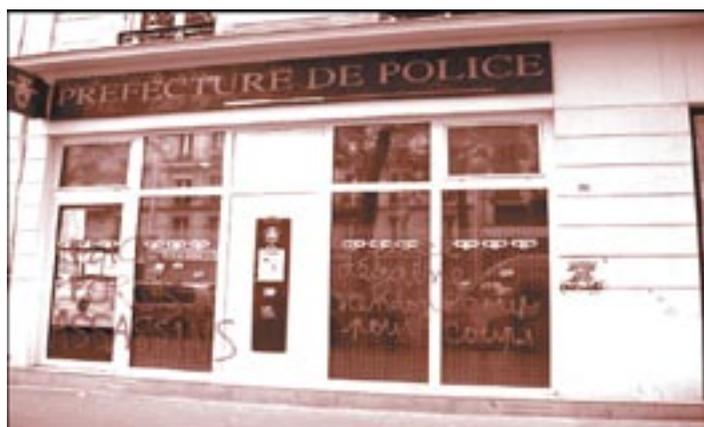
Quant aux lycéens, qui entrent dans la lutte à partir du 12 octobre –et massivement à partir du 14 octobre- apportant un souffle nouveau et intergénérationnel au mouvement tout en l'élargissant, il est clair que leur protestation dépasse la seule question de la retraite, qui les concerne encore assez lointainement (et de quelques années plus lointainement à chaque réforme gouvernementale...). Ici aussi le malaise est plus profond, comme l'a révélé leur lutte de 2006 « contre le CPE »... et au-delà.



Rennes, 20 octobre.



Siège du Medef (Narbonne), 22 octobre.



Paris, 16 octobre.

Tags: «FLICS-PORCS- ASSASSINS» (cfr Grèce 2008)
«La police dégaîne, rendons coup pour coup»

Ainsi le patronat et l'État ont-ils accumulé contre eux un mécontentement profond, diffus, dont la « réforme des retraites » a été le révélateur, et le catalyseur d'un certain niveau d'unification dans la lutte. Ce mécontentement ne s'est pas nourri d'un tort particulier que constituerait telle ou telle réforme (que les socialistes se proposent d'aménager), telle ou telle attaque, mais une rupture plus ancrée, un refus du sort qui nous est réservé en général dans cette société, indifféremment aux divers statuts et situations sociales.

DE L'ÉVIDENCE DU BLOCAGE... À L'AUTONOMISATION ET À LA RADICALISATION DE LA LUTTE

Au cours de la seconde quinzaine d'octobre, face à l'inefficacité des défilés syndicaux, le blocage de l'économie s'impose donc comme une évidence pour faire plier le gouvernement. Ce choix stratégique a tout à la fois signifié et favorisé l'autonomisation et la radicalisation du mouvement, et ce à plusieurs niveaux.

Le développement des pratiques du blocage exprime en effet *objectivement* un refus accru de l'invitation bourgeoise permanente à se sacrifier pour sauver l'économie en crise au nom de la sauvegarde de « notre compétitivité », de « l'emploi » et de « notre système

Argentine 2001-2002.

Auto-organisation de la classe: blocages, piquets et assemblées.

Rappelons ici que le mouvement des piqueteros en Argentine en 2001-2002 a marqué un tournant en tant que généralisation d'une pratique de classe qui s'était développée dans ce pays et en Amérique latine durant la seconde moitié des années 1990. Le « piquet » était jusque là généralement limité au blocage de telle entreprise par les travailleurs de celle-ci ou au « piquet volant » d'une entreprise à l'autre. Prolétaires en lutte de tous statuts, âges ou situations (organisées en assemblées territoriales) se le sont réapproprié et l'ont affranchi du lieu de travail, partant bloquer illégalement, en-dehors et contre les syndicats, la production capitaliste à un autre niveau tout aussi crucial : la circulation des marchandises (matières premières, produits finis, déchets, force de travail...). Voici ce que nous en disions dans notre revue en avril 2003.

~

Les piquets commencent à se développer à la fin du gouvernement Menem, à partir du Santiagueñazo en 1994. Leur force vient d'abord du fait de s'être organisés hors de toutes les institutions politiques et sociales du pays: partis, syndicats, ONGs, églises,... La pratique des piquets qui barrent les routes, interrompant la circulation des marchandises (y compris de la force de travail) et donc de la production et de la reproduction du capital, se révèle immédiatement plus puissante que la grève dans une seule entreprise, parce qu'elle paralyse non pas un capital particulier mais un grand nombre de capitaux, avec une tendance à paralyser le capital national et pourquoi pas, ensuite, international. (...)

La force des assemblées, c'est de rompre la sectorisation. On s'y réunit entre voisins pour tout organiser, de la survie quotidienne à la lutte. C'est ce qui fait qu'y participent chômeurs, travailleurs, pensionnés, étudiants, jeunes, vieux,... de chaque quartier. Les conditions elles-mêmes se chargent de démentir les catégories dans lesquelles la sociologie et les idéologues divisent le prolétariat. La situation de chacun est précaire, celui qui hier se considérait comme un travailleur sait qu'il danse sur une corde raide. Les assemblées agissent solidairement avec les travailleurs en lutte et avec les piqueteros; certaines tentent d'organiser des organes de coordination entre les ouvriers des usines occupées et les piqueteros du quartier. Souvent, les assemblées occupent des locaux et parviennent à maintenir cette occupation en les utilisant pour se réunir, s'organiser, se divertir, échanger des informations, discuter des problèmes et des perspectives politiques et, en ce sens, constituent une affirmation de la communauté de lutte contre l'Etat. (...)

Le prolétariat n'est pas une classe sociologique qu'on peut comptabiliser dans des statistiques ou mesurer sur base d'indices de pauvreté absolue ou de marginalité. Le prolétariat est une force vive en opposition pratique et vitale à la propriété privée qui renaît dans sa révolte contre l'Etat, qui développe des piquets, organise des assemblées, descend dans les rues de tout le pays pour affronter les flics, les patrons, les syndicalistes, les politiciens,...

Extraits de notre texte « *A propos des luttes prolétariennes en Argentine* », in *Communisme* n°54 (avril 2003). Voir aussi les deuxième et troisième parties de cette contribution, parues dans *Communisme* n°55 (février 2004) et n°56 (octobre 2004).



social » ou encore de « la stabilité de la zone euro ». Balayant d'un même mouvement les lieux communs de la résignation, « c'est la crise et vous voulez durcir la grève ? Ça va vous coûter cher... », « c'est la crise et vous voulez bloquer l'économie ? Faudra assumer les licenciements... »¹², les prolétaires qui pratiquent le blocage se montrent inso-

lément résolus à sacrifier au contraire le fonctionnement de l'économie nationale pour la satisfaction de leurs besoins humains. Comme le souligne très clairement le bulletin de lutte « Premier Round » :

« Assumer de 'bloquer l'économie', c'est aussi assumer qu'il n'y a pas d' 'intérêt national', qu'il n'y a pas à être responsable et



Affrontements Place Bellecour à Lyon, le 19 octobre 2010

ne pas aggraver la crise'. Qu'il n'y a pas 'notre' économie qu'il faudrait sauvegarder, mais qu'il y a l'économie comme ennemi. »

Dès qu'ils entrent dans le mouvement, les lycéens rallient énergiquement la dynamique des blocages mais entament également celle des saccages, pillages, incendies, ... comme ils l'ont montré pratiquement lors des manifestations du 19 octobre. A Lyon, une agence de presse évoque de « véritables scènes de guérilla urbaine » tandis que les autorités parlent de pas moins de « 1300 casseurs, évoluant par petit groupe et de façon très rapide dans les principales artères de la ville ». Ce ne sont pas les banlieues mais bien le centre ville clinquant qui est le principal théâtre des heurts : des dizaines de commerces ont leurs vitrines brisées, neuf boutiques sont pillées. Selon les hommes du GIPN¹³ qui ont été dépêchés sur place en véhicules blindés, « les attaques étaient plus violentes encore que lors des émeutes de la Villeneuve à Grenoble ». En regard de ces données, les 75 interpellations annoncées ce jour-là sont relativement « maigres ».

« On remarque une différence bien nette avec ce mouvement social en comparaison avec les précédents les plus récents. L'entrée des lycéens ne se fait pas de manière tranquille, c'est le moins que l'on puisse dire. La radicalisation n'est pas menée par une minorité en fin de mouvement, mais s'est traduite directement en actes et ce de manière diffuse. Lire les brèves d'une des dernières journées nous donne un indicateur précis et non équivoque : on s'affronte avec les flics, on casse, on brûle, on saccage, etc., que ce soit dans une grande ville ou dans un petit bled. La contagion est là, la machine est lancée » (Extrait du texte « Le Front commun des casseurs »¹⁴).

12. Extraits d'un tract intitulé « Contre l'exploitation, bloquons l'économie ! » publié sur le net le 10 octobre et reproduit en annexe.

13. GIPN : Groupe d'Intervention de la Police Nationale.

14. Texte publié sur le net le 20 octobre et que nous reproduisons en annexe.

Ce développement de l'action directe s'accompagne de la constitution d'« assemblées interpro » (pour « interprofessionnelles »), relativement mal nommées puisqu'en de nombreux endroits, elles réunissent, outre les travailleurs sans distinction de profession, des lycéens et des chômeurs. Ces assemblées sont les formes d'organisation dont se dotent les prolétaires en lutte pour *centraliser et coordonner* leurs actions et ainsi *répondre aux besoins* que pose la nouvelle direction prise par le mouvement dès lors qu'il va au-delà des défilés pacifiques préconisés par les syndicats.

Aussi, avec toutes leurs contradictions et hétérogénéités, nous considérons ces « assemblées » comme des premières formalisations de la tendance de notre classe à :

- s'unifier dans la lutte et dépasser les divisions et les cloisonnements imposés par la structuration professionnelle des grandes centrales syndicales ;
- développer son associationnisme et son autonomie contre les organisations social-démocrates qui préconisent des « journées d'action nationale » réduites à de simples défilés moutonniers.

L'AG interpro de Saint-Claude (dans le Jura) indique dans l'une de ses déclarations :

« Le point très positif est la prise en main de ce mouvement par la base, par des personnes non encartées, ni dans des partis, ni dans des syndicats, en tout cas, qui ne viennent qu'en leur nom. On y trouve aussi des ouvriers qui ne veulent pas en rester là, quitte à le faire sans leur syndicat. On constate la présence des syndicats, bien forcés de rattraper les wagons d'une initiative qui n'émane pas d'eux... On ne refuse personne quoi qu'il en soit et les syndicalistes qui ne veulent pas obéir aveuglément à leurs centrales sont les bienvenus dans le cadre de l'Assemblée générale que l'on essaie de faire vivre ».

Au cœur de ce processus des assemblées, les initiatives n'ont cessé de se multiplier afin de doter le mouvement de ressources matérielles et financières permettant sa pérennisation et son extension. En d'innombrables endroits sont apparus des « bulletins de lutte »¹⁵, caisses de grèves autonomes (qui ne sont plus constituées et gérées par les structures syndicales mais bien par les participants au mouvement eux-mêmes), soupes populaires, etc... A Rennes, le 27 octobre, l'Assemblée interpro a même occupé l'ancien bâtiment de la CFDT et l'a transformé en « maison de grève au service des luttes populaires »¹⁶.

En ce qui concerne les caisses de grève, il faut souligner l'émergence de pratiques d'autofinancement non séparées de l'action conflictuelle : des opérations « péages gratuits » –consistant à lever les barrières des péages tout en invitant les automobilistes à cotiser pour soutenir les grévistes– sont ainsi organisées afin de faire payer les coûts de la grève non plus aux seuls travailleurs et sympathisants mais bien à l'État, l'argent donné aux grévistes par les automobilistes ayant normalement dû aboutir dans les caisses des gestionnaires du réseau autoroutier ! Ces opérations de « gratuité » ont en outre l'avantage d'accroître la sympathie des usagers des autoroutes –pour une fois non soumis au racket du péage– vis-à-vis du mouvement. D'ailleurs, aucun média n'a osé entonner à propos de ces opérations l'antienne médiatique de la « prise en otage de la population »... Dans le même ordre d'idée, le vendredi 29 octobre, une



Tract distribué aux automobilistes lors de l'opération « péage gratuit » à Dozulé (Calvados) - 1^{er} novembre 2010.

cinquantaine de personnes a interrompu le bon fonctionnement du restaurant universitaire de la rue de Tolbiac (Paris, 13^e arrondissement) pour distribuer les repas gratuitement et faire tourner une caisse de grève.

15. Bulletins de lutte qui ont été pour nous une source importante d'informations. Citons, à l'échelle du pays, « Premier round », « Les mauvais jours finiront », « G.A.V. » et à l'échelle locale, « Info luttés » de Caen, « Chabé en lutte » à Chambéry, « Interluttants » à Paris, « Havre de grève » au Havre, « La Riposte » au Nord-Pas-de-Calais... Sur le net, signalons le dynamisme du blog <http://juralibertaire.over-blog.com>

16. La mairie s'est bien sûr empressée de préciser que l'ancien bâtiment de la CFDT devait être réaménagé « pour y héberger l'association de Sauvegarde de l'enfant à l'adulte [et] le Puzzle, l'accueil de jour des sans domicile fixe », grand classique de l'alibi caritatif envers « de plus nécessaires ». Les occupants de la Maison de la grève ne s'y trompent pas, déclarant que « ce projet sort du chapeau, pour légitimer notre expulsion ».

«Pas d'expulsion pour la Maison de la Grève !»

L'Assemblée Générale Interprofessionnelle de Rennes a occupé mercredi 27 octobre un lieu appelé «maison de la grève» pour faire perdurer l'expérience antagoniste de grève et de blocage économique visant à s'opposer à la réforme du régime des retraites.

Pour permettre au plus grand nombre de participer à la lutte, pour tisser des solidarités, conquérir de nouveaux droits, nous avons réquisitionné ce lieu et le voulons au service des luttes populaires.

Ce lieu appartient à la municipalité rennaise, donc aux Rennais.

Nous pensons que dans une ville où la majorité municipale est préoccupée de livrer la ville aux spéculateurs, aux hôteliers de luxe et autres adorateurs de centre des congrès d'affaires, nous n'avons fait qu'équilibrer un peu le balancier.

Par le passé la municipalité a répondu par le mépris ou la répression aux revendications d'attribution de lieux au service des luttes populaires.

Nous invitons les Rennais et les Rennaises, singulièrement ceux investis dans les collectifs, partis, syndicats, associations prenant part aux luttes contre les régressions sociales dont la réforme des retraites, à se positionner et à faire savoir à la municipalité leur souhait de voir perdurer notre lieu et leur refus de toute réponse répressive à notre initiative.

Aux plus motivés d'entre eux nous souhaitons redire que la lutte, les grèves et les actions de blocage continuent et que notre porte est grande ouverte.

Maison de la grève, rue de la Barbotière, arrêt de bus Paul Bert, lignes 4, 6 et 11 à Rennes - Tél. : 07.86.14.88.22. Et n'oubliez pas les rendez-vous : Coordination régionale dimanche à partir de 10h30 ; AG interprofessionnelle tous les mardis et jeudis à partir de 18h plus les cantines, discussions, et commissions etc.

VIVE LA GRÈVE !!!

Créons des caisses de grèves

Le mouvement s'annonçant assez long, l'idée de créer des caisses de grèves émerge. Dans divers établissements scolaires de l'agglomération par exemple des caisses de grèves sont mises en place pour aider celles et ceux qui ont les plus bas salaires à supporter le poids financier des journées de grève. De telles caisses de grève peuvent être multipliées dans divers secteurs particulièrement ceux qui sont entrés les premiers en grève reconductible.

Manifestations, barrages filtrants, diffusions de tracts, piquets de grève peuvent être des occasions de collecter un peu d'argent. Des concerts de soutien peuvent aussi être organisés. De même des opérations « péages gratuits » accompagnées de tracts de popularisation du mouvement de lutte peuvent être envisagés rapidement.

Info-luttes, n°1, Caen, 19 octobre 2010

Dans ses faits et gestes, comme dans son organisation, le mouvement a ainsi pris un caractère progressivement plus territorial et plus autonome, les travailleurs de secteurs divers s'organisant directement eux-mêmes, décidant de leurs actions, non plus dans chaque entreprise isolément mais collectivement, avec les chômeurs et les lycéens, et se donnant pour objectif clair d'empêcher la bonne marche des affaires. L'agilité et la mobilité montrent clairement leur supériorité sur l'abnégation à soutenir le siège de telle entreprise, tel bâtiment, tel nœud des flux. On fuira l'affrontement direct. Les infrastructures, rendues à leur normalité productive par l'intervention brutale des forces de l'ordre, sont rebloquées dès leur départ.

Enfin, et cela n'est pas de moindre importance en terme de processus d'autonomisation du mouvement, ces pratiques se sont accompagnées d'une multiplication impressionnante d'expressions écrites (tracts, banderoles, tags, bulletins de lutte, textes d'analyse, etc.) qui expriment à différents niveaux la nature profonde de ce mouvement, à savoir d'être le mouvement de négation, d'abolition de l'ordre social existant, d'être porteur de *la destruction de ce qui nous détruit*.

Parmi ces écrits, citons « *Du mouvementisme à l'autonomisation des luttes : une ébauche de réflexion pratique* » (texte en deux parties au moment où nous clôturons cette revue) qui affirme ainsi très clairement « *que, non, nous ne sommes pas là pour négocier, que nous ne sommes pas là pour les médias, mais que lorsqu'on va en manif, l'on va tenir des piquets, faire des actions, c'est un acte de guerre. De guerre contre l'Etat. De guerre contre le capital. De guerre contre les centrales syndicales. [...] Le mot tourne, se réapproprie, s'exprime avec de moins en moins de retenue : l'Etat, la police, les centrales syndicales, le salariat, le capitalisme, sont fondamentalement des ENNEMIS. Avec tout ce que cela implique* ». Plus loin, on

peut encore lire : « *la réforme des retraites appelle déjà la réforme de la sécu et le programme d'austérité, donc nous n'avons plus à combattre des réformes partielles mais la logique et le système mêmes qui permettent ces réformes* ».

Dans la perspective pratique de briser le « mouvementisme » syndical qui mène la lutte à l'impuissance, à l'essoufflement et à l'épuisement, ce texte a ceci de fort qu'il pose également la question du *comment continuer ?*, *comment aller plus loin ?*, évoquant entre autres la nécessité :

- d'imposer une temporalité de lutte propre au mouvement (et non plus décidée par les centrales syndicales) ;
- de développer toujours plus avant l'action offensive, organisée et coordonnée de manière autonome : les auteurs du texte soulignent ainsi l'initiative de la constitution d'une « *Coordination nationale et autonome pour contourner les mots d'ordre des centrales syndicales, dont la première réunion a eu lieu à Tours le 6 novembre* » et dont nous reproduisons l'appel dans l'encadré ci-contre.
- de « *passer par un nécessaire mouvement des occupations* », faisant en cela directement référence aux « *éléments du grand mouvement social des instituteurs à Oaxaca au Mexique qui a débouché sur la grande insurrection populaire de tout le Sud-Mexique : occupation permanente d'une place de la ville, occupation et création de plusieurs antennes radios de lutte, réappropriation des chaînes de télé locales et nationales ; grève générale par blocage économique local total ; paralysie des moyens de communication d'État et des forces de répression par occupation-réappropriation ; etc.* »

Ces expressions sont certes encore minoritaires, portées par les éléments les plus avancés du mouvement, qui étaient pour la plupart déjà politisés auparavant, mais elles ne sont nullement séparées du mouvement, elles se développent *organiquement* avec la radicalisation du mouvement lui-même.

Appel de la rencontre nationale de Tours du 6 novembre

Le 6 novembre à Tours se sont réunis les délégués mandetés ou observateurs/trices de 25 Assemblées Générales (AG) interprofessionnelles, AG de lutte, intersyndicales ouvertes à des non-syndiqués-e-s, collectifs, coordinations intersecteurs, etc., de Laval, Le Havre, Angers, Béziers, Saint-Étienne, Roanne, Chambéry, Nantes, Angoulême, Cognac, Bayonne, Chinon, Nîmes, Tours, Saint-Denis, Rouen, Champigny, Paris-Est, Paris-Centre, Paris Ve/XIIIe, Paris XXe, Vannes, Lille, Grenoble et Nancy (sont excusées les villes de Aubenas, Agen, Brest, Rennes, Montpellier et Sarlat).

Les travailleur/se-s du public et du privé, les chômeur/se-s, les retraité-e-s, les lycéen-ne-s et les étudiant-e-s se sont mobilisé-e-s massivement par la grève, la manifestation et les actions de blocage pour le retrait de la réforme des retraites, avec le soutien de la majorité de la population. Pourtant, le pouvoir n'a répondu que par le mépris, la désinformation, la répression, l'atteinte au droit de grève, et il décide de passer en force.

La lutte contre la réforme des retraites arrive à un moment charnière. Alors que le gouvernement et la plupart des médias nous annoncent depuis des semaines la fin de la mobilisation, des actions de blocage et de solidarité sont menées dans tout le pays et les manifestations sont encore massives. Cette loi doit être abrogée. Nous refusons l'enterrement du mouvement après le vote de la loi.

La stratégie de l'intersyndicale a été un échec pour les travailleur/se-s. Mais l'heure n'est pas à la résignation : nous sommes résolu-e-s à continuer le combat. Dans de nombreuses localités, celles et ceux qui luttent, syndiqué-e-s de diverses organisations et non-syndiqué-e-s, se sont retrouvé-e-s dans des Assemblées générales et des collectifs pour réfléchir et agir ensemble : informer, soutenir les secteurs en lutte, étendre la grève reconductible, organiser des actions de blocage. Nous voulons que cette dynamique de l'auto-organisation et de l'action commune se pérennise, s'amplifie et se coordonne.

Ce mouvement s'inscrit dans une perspective plus large pour donner un coup d'arrêt à la politique du gouvernement et du patronat, qui préparent de nouvelles attaques, notamment sur l'assurance maladie. Nous restons convaincu-e-s que le seul moyen de gagner contre le gouvernement est le blocage de l'économie et la grève générale.

Nous appelons à faire front contre la répression qui frappe de plus en plus brutalement celles et ceux qui participent au mouvement social.

Nous avons tenu cette réunion nationale pour commencer à discuter entre nous, à nous coordonner et à mener des actions communes.

Nous appelons celles et ceux qui luttent à se réunir en Assemblées générales s'il n'y en a pas encore dans leur localité.

Nous appelons toutes les AG interprofessionnelles, AG de luttes, intersyndicales étendues aux non-syndiqué-e-s, etc., à participer à la prochaine rencontre nationale à Nantes le samedi 27 novembre 2010, en envoyant des délégués mandetés-e-s. Nous invitons les organisations syndicales à envoyer des observateur/trice-s à cette rencontre.

Nous appelons aux actions suivantes, venant renforcer les actions de toute nature qui se déroulent quotidiennement :

- Une action symbolique le 11 novembre à 11h pour l'abrogation du projet de loi et en hommage aux morts au travail avant la retraite ;
- Une journée d'action de blocage économique le 15 novembre, pour laquelle nous appelons au soutien international ;
- Une action symbolique consistant à brûler le texte de loi le jour de sa promulgation.

La lutte est anticapitaliste.

La guerre est sociale et totale.

Nous ne lâchons rien, nous prendrons tout.

Osons l'offensive, par et pour la grève générale illimitée, par et pour le mouvement des occupations, par et pour l'autonomisation émancipatrice de la base en lutte.

Caisse de grève.

Ici ou là, de Montpellier à St Nazaire en passant par Paris, fleurissent des embryons de caisses de grève originales. Elles ne sont plus circonscrites aux corporations engagées dans la grève, et abandonnées aux structures syndicales, dont la spécialité est de maintenir une relative opacité sur leur usage. Un nouvel horizon s'y dessine : celui qui renforce les moyens pratiques du blocage. Des caisses communes pour chaque ville, portées par des assemblées d'étudiants, de chômeurs, et par tous ceux qui soutiennent la grève, dont l'objet serait de pallier les manquements financiers des grévistes employés sur des secteurs clés (cheminots, raffineries, etc.), ou de s'occuper des frais de justice en cas d'arrestations. Avec en plus la promesse à peine voilée que s'approfondisse ce mouvement de désaffiliation au-delà de la question des retraites. Il s'agit de trouver des moyens de faire durer la grève, en tentant d'affaiblir ce qui pèse sur nous, comme les crédits aux banques qui nous paralysent un par un, ou encore les « partenaires sociaux de l'Etat » qui orientent le mouvement vers sa fin. Pour que la grève, sur sa durée et sa forme, devienne alors l'affaire de ceux qui la font. De là peuvent surgir et s'inventer des pratiques communes, des rapports au monde et au temps, plus désirables encore que le confort individualisé après lequel on nous fait courir. Un espace s'ouvre, habitons-le.

Bulletin Rebetiko, 18 octobre 2010.

Des couches de paix sociale et la confiscation par le marxisme-léninisme (et ses multiples avatars) des termes mêmes dans lesquels nous percevons notre propre réalité sociale privent encore aujourd'hui beaucoup de prolétaires en lutte de se reconnaître comme une classe en lutte pour l'abolition de toute société de classe, se voyant souvent comme des agrégats d'individus –naturalisés dans cette condition d'individus libres, produit historique– qui dans leur « libre-arbitre » se lient en réseaux sur une base circonstancielle et « affinitaire »¹⁷. Sans que cette limite idéologique se voie déjà notablement dépassée, nous considérons que par maints aspects, le mouvement actuel réaffirme dans ses pratiques (plus que dans ses mots, jusqu'à présent) l'existence d'une communauté de lutte contre l'État et toutes ses fractions, d'un intérêt commun de classe, viscéralement opposé à cette condition même de

classe, réunissant travailleurs, chômeurs, lycéens, etc. par-delà leurs statuts et situations particulières vécues sous la férule du travail et de l'exploitation. Voilà exactement le prolétariat dans sa réalité non fantasmée¹⁸. Nous insistons sur le fait qu'au-delà des termes utilisés, c'est le développement du mouvement lui-même qui impose d'y *prendre toujours plus nettement parti*, pour le parti de l'ordre et de l'économie ou pour le parti de l'affirmation *intransigeante et non négociable* de nos besoins¹⁹.

LA GAUCHE CONTRE LA VIOLENCE PROLÉTAIRIENNE... ET INVERSEMENT !

En 2006, lycéens et étudiants avaient déjà pratiqué certains blocages en plus de la grève et de l'occupation de leurs écoles et facultés, mais dans les manifestations, le pacifisme dominant avait permis à l'État d'isoler –comme représentation idéologique– un sujet « casseur » et de l'assimiler au sujet « jeune des cités » ou des banlieues. A l'époque, la hantise des récentes émeutes de 2005 et d'une possible jonction avec le mouvement

« anti-CPE » (et au-delà) explicitement été évoquée par l'ex-ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, alors élu président depuis peu.

Aujourd'hui, sans atteindre le niveau d'embrasement des banlieues en 2005, il est à souligner que des modes d'action radicaux (manifestations sauvages, saccages, pillages, incendies, actions directes menées par de petits groupes très mobiles...) ont également été adoptés par les lycéens au cours des manifestations :

« Dans l'écrasante majorité des cas, les vandales ne sont pas extérieurs au mouvement protestataire, explique un haut fonctionnaire. Il s'agit d'abord de lycéens eux-mêmes, voire de collégiens âgés de 12 ans à peine ». « Dans les manifestations, déclare également un commissaire de police de l'Essonne (Ile-de-France), lycéens et collégiens issus des quartiers difficiles se transforment en casseurs. Ils mettent leur capuche et commencent à nous caillasser ou à incendier des poubelles, voire des voitures, puis reviennent se fondre dans la masse des cortèges, certains échangeant

« Comme toujours, on nous fait aussi le coup des "casseurs". Mais, mardi dernier, fallait voir la gueule des casseurs sur la place Bellecour [à Lyon], en plein affrontement avec la police : des jeunes et des vieux, le camion de la CGT Vinatier, au milieu des gaz, ses occupants qui restent là contre vents et marées, les cheminots qui démarrent un feu de palettes, comme aux piquets... Les lycéens ce jour-là, ils étaient en tête du cortège, arrivés opportunément sur le cours Albert Thomas. La bataille qui a suivi, prise dans le désordre de la grande manifestation, a nécessairement appelé des gestes fous, des gestes qui font que la même personne qui tente quelques minutes plus tôt d'apaiser la situation se met tout à coup à jeter des pierres... qui est casseur ? Qui le devient subitement ? »

Extrait du bulletin « Premier Round », dernière semaine d'octobre 2010.

17. Voir dans cette même revue, notre texte « Prolétaire, moi ? ».

18. Le pacifisme est toujours complice de l'exploitation, de la terreur d'Etat.

19. Voir dans cette même revue, notre texte « Revendication et réforme ».

leurs vêtements pour ne pas être reconnus sur les vidéos prises par nos services »²⁰.

Le flic-en-chef Sarkozy n'ignore évidemment rien de tout cela quand il déclare au même moment, à de pures fins de caricature propagandiste, que les auteurs des violences « n'ont rien à voir avec ceux qui protestent de bonne foi ». En dépit de pareils refrains, usés, il devient sans cesse plus difficile pour l'État de soutenir sans incohérence flagrante que toute pratique violente serait le fait d'éléments extérieurs au mouvement, pour ne pas avoir à reconnaître cette violence pour ce qu'elle est, le produit direct de l'oppression et des contradictions sociales²¹.

20. Cités dans *Le Figaro* du 20 octobre 2010.

21. La même méthode idéologique prévaut dans la campagne antiterroriste permanente de l'État : selon son discours officiel, le terrorisme serait le mal, le germe qui s'en prend de l'extérieur à un corps social sain et qu'il conviendrait d'éradiquer comme prétend le faire la médecine pasteurienne avec « les maladies ». L'État est en réalité plus subtil et sait qu'en matière de contre-insurrection, on ne fait rien s'y on ne s'en prend pas au terrain.

22. Compagnie Républicaine de Sécurité. L'attirail de protection corporelle des brigades anti-émeutes, apparaissant il n'y a pas si longtemps comme un prototype futuriste (le « Robocop »), est aujourd'hui la norme guerrière déployée à la moindre menace de trouble à l'ordre public, auquel viennent s'ajouter tous les perfectionnements les plus vicieux des armes de contrôle des foules (gaz diversement agressifs, irritants, vomitifs, invalidants, grenades assourdissantes, flash-balls, teasers, fusils à pompe...) qu'un usage systématiquement irrespectueux des hypocrites « normes légales » (tirs tendus et de proximité, etc.) rend régulièrement mutilants.

23. Citons à titre emblématique le cas d'un mineur de 16 ans condamné à un an de prison ferme sous l'accusation de jet de pierres contre des policiers.

24. « Et voilà la vraie différence, mentionnions-nous dans une précédente revue : le cordon sanitaire que la bourgeoisie essaye d'imposer partout pour diviser le prolétariat, entre d'un côté les protestations bien citoyennes, les arrêts légaux de travail, les marches moutonnières et autres pseudo-protestations, et de l'autre les « émeutes » des incontrôlés ». (« Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes », *Communisme* n°60, novembre 2008, p. 13)

Or, à mesure que tombent dans la lutte les cloisonnements sectoriels dont l'État use pour nous diviser, il s'avère d'autant plus vital pour lui de maintenir un ferme cordon sanitaire autour de tous les prolétaires plus conséquents qui pratiquent l'action directe, cordon sanitaire qui ne s'incarne pas que dans les rangs de CRS²² ou de juges à la main particulièrement lourde²³, mais aussi dans une guerre idéologique dont l'enjeu consiste à semer la confusion et faire de la violence une question séparée de la lutte²⁴. C'est là qu'interviennent de manière déterminante les forces social-démocrates (partis, syndicats,...), distillant leurs appels à se dissocier de ces pratiques, à dénoncer sur le terrain ceux qui y prennent part.

« La CGT appelle les salariés, les grévistes à la vigilance du fait de la présence de provocateurs dans les initiatives syndicales. Ils incitent à des actes violents susceptibles en retour d'alimenter la répression policière et le discrédit de la lutte. »

Cependant, faire la police dans les manifestations, ostraciser les prolétaires plus radicaux pour ce qu'ils sont –parfois en les livrant directement aux flics– peut toujours se retourner contre les services d'ordre syndicaux en raison de la sympathie que ces prolétaires gagnent au sein du mouvement.

Répression & solidarité...

Le 22 octobre, on comptait déjà 2257 d'interpellations, dont 1 677 gardes à vue, depuis le 12 octobre. Et 72 keufs blessés ! La solidarité avec les inculpés s'impose : on peut aller devant le comico puis au tribunal soutenir les copains et aider l'avocat dans son travail, on peut également s'organiser pour trouver de l'argent pour payer les amendes ou les mandats pour ceux qui resteront quelques mois derrière les barreaux... À Paris existe, par exemple, la caisse de solidarité Kaliméro pour payer les mandats : kalimeroparis@riseup.net

A cette panoplie s'ajoute donc un amalgame très vicieux, qui mérite ici quelque attention, celui qui assimile action violente et « provocation policière ». Face à l'actuel mouvement en France, la gauche a ainsi promu avec un zèle tout particulier la figure du « policier-casseur ». Cette figure se base sur

Communiqué national de la CGT, le 22 octobre.

« C'est notre responsabilité de faire un appel au calme. Ne cédon pas à la provocation. La jeunesse dans la rue, ce n'est pas la violence ».

François Chêrèque,
Secrétaire général du syndicat CFDT.

« Soyez vigilants, ne cassez rien »

Fidl, syndicat lycéen.

« Nous ne cautionnons aucun des actes commis aujourd'hui [dans un lycée de Carcassonne]. Les dégradations sont l'œuvre de personnes extérieures aux établissements et de casseurs que nous n'avons jamais vus dans nos manifestations. Suite aux événements d'aujourd'hui, nous avons décidé de coopérer avec la police pour que nos manifestations et nos blocages restent pacifiques ».

Victor Chabert, représentant de l'UNL
(Union Nationale Lycéenne),
lundi 8 novembre.

« Ceux qui jettent des pierres, incendient, cassent des vitrines sont des sarkozystes militants, ils n'ont peut-être pas leur carte [...] mais la seule et unique personne à qui ils rendent service, c'est le président Sarkozy. Nous les regardons avec dégoût. »

Jean-Luc Mélenchon,
président du Parti de gauche, le 21 octobre.

la réalité d'une présence effectivement renforcée des flics en civil dans les manifestations²⁵, présence que la gauche peut faire mine de désapprouver tout en continuant bien sûr à collaborer à ses côtés.

La manœuvre est plus habile qu'il n'y peut paraître à première vue : il s'agit ici de feindre de prendre parti pour l'ensemble des participants au mouvement, contre la police. En faisant de la police l'incarnation même de l'agent inoculant la violence de l'extérieur, la tendance effective parmi les prolétaires en lutte au recours croissant à l'action directe, violente, à la casse, se trouve intégralement discréditée comme étant elle-même une manœuvre policière. Moins s'avère opérante sur le terrain la division policière entre « manifestants de bonne foi » et « casseurs », au plus la gauche s'emploie à restaurer cette figure du « casseur » par la négative, en l'assimilant à celle effectivement honnie du flic, a fortiori en civil. Beau tour de passe-passe, beau travail policier qu'une fois encore la gauche assume là, diffusant un climat de confusion, de désorientation, de paranoïa, de paralysie pour empêcher le nécessaire passage à des niveaux d'action plus violents contre l'État.

Voilà bel et bien le *Parti de l'Ordre* à l'œuvre, en une admirable division du travail qui mobilise très clairement toutes ses tendances, tous ses « frères ennemis » de « l'échiquier politique ». Ceci présente l'incontestable mérite de nous épargner d'y faire le tri...

Nous voudrions rappeler ici que nous avons déjà dénoncé cette manœuvre typique de la gauche dans notre article²⁶ concernant les luttes en Grèce de fin 2008. Tandis que l'ex-président italien Cossiga avait préconisé par voie de presse d'« infiltrer le mouvement avec des agents provocateurs prêts à tout », le gauchiste de service Besancenot (actuellement porte parole du NPA, nouveau parti « anticapitaliste »), s'était emparé de cette déclaration pour entériner sa condamnation

Civils & Service d'Ordre...

Si les centrales syndicales sont les ennemies politiques de la lutte (négociation et cogestion avec le patronat, revendications minimalistes, structure pyramidale et ultra-hiérarchisée), leurs Services d'Ordre (SO) sont les ennemis directs des manifestants. À coups de tonfas, de gazeuse, de gants plombés, les SO attaquent physiquement tous ceux qui ne manifestent pas docilement comme le souhaitent les syndicats : coordonnés avec les flics, ils tabassent et arrêtent les lycéens trop turbulents, ils encadrent et empêchent ceux qui préféreraient partir en manifestation sauvage, etc.

Les flics en civils pullulent également : ils se déplacent souvent par groupe de 10-15, silencieusement, le tonfa caché dans leur dos. Ils ne sont ni manifestants ni émeutiers. Ils sont de plus en plus présents dans les cortèges pour que chacun ne sache plus qui est le flic, qui est le camarade : une sorte d'encadrement et de pression psychologique sur la manif... Civils comme SO n'ont rien à faire dans nos manifestations, il faudrait s'organiser pour les virer...

Extrait de
« En grève jusqu'à la retraite ! »,
journal francilien de lutte
contre le capital et contre l'État,
5 novembre 2010

NB : « tonfa » = matraque.

de la violence dans les manifestations comme étant le fait des flics.

« La falsification est évidente, commentons-nous, Cossiga ne dit absolument pas que la violence minoritaire et radicale est un produit de l'État mais il expose la tactique pour l'affronter. [...] Ne nous trompons pas au sujet de ceux qui lancent des pierres ou des cocktails Molotov contre les centres de pouvoir et de répression, ceux qui pillent les grands centres de distribution, ceux qui

paralyse la production et la distribution de marchandises dans leur lutte contre le pouvoir, CE NE SONT PAS DES PROVOCATEURS, bien au contraire, ce sont nos frères de classe, nos camarades. Les provocateurs (en général des flics déguisés en manifestants) sont au contraire ceux qui dans nos manifestations tentent de freiner la violence contre la bourgeoisie, ceux qui tentent de la réprimer. Ils infiltrèrent les manifestations pour les désorganiser et les désorienter, ils les poussent à attaquer des objectifs totalement liquidateurs de la force de classe, en particulier les minorités immigrées ou considérées ethniquement différentes, ou encore à détruire les biens d'autres prolétaires », comme « le petit magasin du quartier, le bistrot du coin... ».

Sur la même question, le texte « *Le Front commun des casseurs* »²⁷ répond de manière très directe : « Appel aux démocrates théoriciens du complot : camarades, pour ne plus avoir de doute sur le fait que ce soient ou pas des flics provocateurs qui pètent des vitrines et commettent les divers actes de violence, notamment lors des cortèges noirs parisiens, procure-toi la prochaine fois une barre de fer et pètes-en une en premier. C'est la seule thérapie de choc qui te reste à disposition. Sinon tu as encore la possibilité de rejoindre le rang des SO ou encore celui des milices staliniennes en formation. Mais attention, tu en prendras plein la gueule, car même si on sait que les SO n'ont pas de flics infiltrés dans les rangs (ah merde, si, il y a les branches sectorielles de flics et de matons dans bon nombre de syndicats), on sait aussi que ces derniers ont bien infiltré leurs têtes. Ils seront donc traités comme tels. Des porcs à saigner. »

25. En France, le corps de police n'intervenant qu'en civil se nomme les BAC (Brigades Anti-Criminalité), qui infiltrèrent les manifestations, encadrent ses abords et patrouillent également quotidiennement dans les quartiers « difficiles ».

26. « Catastrophe capitaliste et luttes prolétaires. Ça continue : Grèce... », dans *Communisme* n°61 (juin 2009).

27. Voir le texte complet en annexe.

UN SPECTRE HANTE LE MONDE...

Dans ses pratiques même de blocage, le mouvement de l'automne 2010 en France renvoie de fait à la face de l'économie ses prêches moralistes et, refusant de se sacrifier pour elle, entend justement l'attaquer dans ses nœuds vitaux pour renverser le rapport de force en faveur de la lutte, pour faire valoir les besoins humains contre ceux du capital. Le mouvement actuel se distingue en termes de dépassement des cloisonnements sectoriels, d'auto-organisation et de contamination de pratiques ciblées contre l'économie et l'État (quantitativement dommageable pour ceux-ci, à raison de quatre milliards d'euros selon les chiffres patronaux p.5).

En termes de limites du mouvement, évitons d'emblée la pseudo-distinction entre les limites « internes » au mouvement, les limites qu'il « se serait imposées » de par ses « faiblesses propres », et les limites « externes », qui lui « auraient été imposées » par la force tant physique qu'idéologique.

Le mouvement de négation des conditions existantes est un produit de celles-ci. Même s'il est précisément ce qui leur est

irréductible, non-intégrable, non-assimilable, il naît sur le sol même de ces conditions, dans un rapport de force mondial donné, et reproduit encore des traits et idéologies de cette société. Il n'est donc jamais pur, exempt de contradictions, d'oppositions, d'illusions, etc. Celles-ci le traversent en permanence et il devra forcément, au cours de son développement, faire des choix (programmatiques, stratégiques, techniques, matériels, etc...) qui ne sont pas forcément partagés par tous. Parfois ces décisions s'imposeront d'elles-mêmes, parfois elles donneront lieu à des luttes internes importantes.

Les limites d'un mouvement indiquent aussi les perspectives de développement futur de tout ce qui y est contenu en puissance et qui y a été diversement exprimé, explicitement et implicitement. Considérant le mouvement actuel, en France et d'autres pays d'Europe, se pose la nécessité de plus de contagion, d'ancrage et de reconnaissance mutuelle qui dépasse la sympathie passive, y compris par-delà les frontières (pour que les grévistes des secteurs stratégiques ne se retrouvent pas seuls exposés à la sanction salariale, au chantage aux ressources, à la répression, la nécessité aussi d'une plus

nette autonomisation vis-à-vis des syndicats et partis (qu'ils soient d'alternance molle ou d'alternative pseudo-radical), d'une plus forte coordination, d'une plus grande agilité opérationnelle.

Ce que l'État a fondamentalement le plus à craindre, le spectre qui hante toutes ses réformes présentes et à venir en dépit du triomphalisme de façade des chefaillons qui les imposent, c'est que les mouvements qui viennent dépassent les limites ici évoquées, que se développent alors des attaques de plus en plus frontales de la valorisation capitaliste, conjointes à la réappropriation, à la source, de la production (notamment par des occupations dirigées par les besoins de la lutte, contre toute impasse d'« autogestion ouvrière » livrée à la merci du marché), par un nombre de plus en plus grand de prolétaires qui, pour ce faire, ne peuvent que s'organiser en force en-dehors et contre toutes les organisations social-démocrates, y compris celles d'entre elles (présentes et à venir) qui s'autoproclament « anticapitalistes », « révolutionnaires », et dont toute la pratique dément les infatuées prétentions.

Au-delà de sa durée propre, chaque mouvement qui rompt tangiblement avec le temps de la valorisation capitaliste nous rend à notre contemporanéité fondamentale avec toutes les luttes passées et à venir, nous lie chaque fois plus intimement les uns aux autres dans notre *communauté de lutte*, dans notre étrangeté radicale à ces relatifs « retours à la normale » auxquels nos ennemis aspirent pour différer la chute de leur monde putride.

Novembre 2010



Contre l'exploitation, bloquons l'économie !

dimanche 10 octobre 2010

« C'est la crise et vous voulez durcir la grève ? Ça va vous coûter cher... »

Directions syndicales, patronat et gouvernements de droite comme de gauche, partagent le même sens des responsabilités. Au nom du « réalisme économique », on devrait accepter la nécessité d'une exploitation toujours plus dure. Voilà l'arme idéologique qu'on renvoie systématiquement à la gueule de quiconque se rebelle contre ce système.

« C'est la crise et vous voulez bloquer l'économie ? Faudra assumer les licenciements... »

Au nom de ce genre de fausses évidences, certaines directions syndicales ne réclament même pas le retrait de la réforme. D'autres, pour des raisons tactiques, demandent le retrait, mais refusent de s'en donner les moyens par l'instauration d'un vrai rapport de force : par la grève générale, le blocage, le sabotage, etc. Les syndicats, prétendant parler au nom des travailleurs, ont une fonction : cogérer cette société de classe par la négociation et la médiation.

Aujourd'hui, le devant de la scène est occupé par les centrales syndicales qui tentent par tous les moyens de contrôler et d'endiguer la contestation, tout en monopolisant les grandes lignes de la revendication. Empêcher un durcissement de la lutte est un enjeu majeur : il ne se passe pas un communiqué de Chérèque et Thibault sans qu'ils ne rappellent leur crainte d'un emballement des conflits.

En effet, nombreux sont les travailleurs qui, passant leur vie à se tuer au turbin pour les patrons, ne veulent pas se battre seulement pour conserver les miettes que les bourgeois leur laissent. Nombreux aussi sont ceux qui ne sont pas directement concernés par la réforme : Rmistes et sans-emplois, travailleurs intermittents, sans papiers, lycéens ou étudiants à qui le marché du travail ne permettra pas de cotiser les annuités nécessaires, retraités touchant une pension de misère, etc... et qui pourtant entendent bien apporter leur contribution au mouvement naissant. Nous sommes nombreux à attendre d'un mouvement social plus qu'un aménagement d'une énième loi, ou même son retrait. À vouloir qu'un véritable rapport de force s'instaure au-delà des grève-kermesses qui s'expriment dans la rue entre Répu et Nation.

Depuis le début des mobilisations, alors que les médias s'obstinent à nous rabâcher la misérable lutte des chiffres, un certain nombre d'initiatives fleurissent à travers le pays en marge des « défilés unitaires ».

Ainsi, lors de la précédente journée de grève, le 23 septembre :

À Amiens, les salariés de la zone industrielle nord bloquent leur lieu de travail toute la journée, alors que des opérations escargots sont menées dans toute la région.

Dans la région nantaise, des travailleurs bloquent les routes pendant que des manifestants murent la permanence UMP de Basse-Goulaine.

Aux environs de Chôlet, le Comité de Lutte pour les Retraites (CLR) mène une opération péage gratuit sur l'A87.

À Saint-Nazaire, des manifestants remontés s'affrontent violemment avec la police.

Cette même semaine du 23 septembre, à Marseille, sont lancés plusieurs mouvements de grève reconductible : cantines, caissières de supermarchés, etc.

À Fos sur Mer, les agents des terminaux pétroliers sont en grève depuis quinze jours. Ils ont été rejoints depuis le 7 octobre par les dockers et agents portuaires des dockers.

Le 1er octobre, les infirmiers anesthésistes bloquent les Champs Élysées.

Des assemblées générales avec pour point de départ l'auto-organisation se sont tenues, par exemple les AG interpro à Gare de l'Est à l'initiative de quelques cheminots et enseignants, et des « AG pour une grève offensive ». Dans ces AG s'organisent des gens qui partagent la volonté d'agir en-dehors des directions syndicales et au-delà des séparations catégorielles (travailleurs, chômeurs, précaires, public/privé).

Et, nouveauté du mois d'octobre, des lycéens se joignent avec fracas aux hostilités. 80 lycées bloqués en deux jours, ce n'est pas un luxe...

Sans des initiatives qui dépassent le cadre institutionnel, sans une grève débordant les directions syndicales, il n'y aura pas de rapport de force donnant naissance à un véritable mouvement social. Mouvement où les luttes corporatistes sont dépassées, où les bureaucrates perdent pied, où les actions menées répondent à des préoccupations plus larges que la seule question des retraites, où la lutte ne se limite pas à défendre de prétendus acquis.

En gardant à l'esprit le chemin qui reste à parcourir, organisons nos colères.

Il y a à prendre bien plus que ce qu'on veut nous laisser !

Le 12 octobre, rendez-vous pour un cortège à 13h à l'église Notre Dame des Champs à l'angle de la rue Montparnasse et du Bd Montparnasse

Le 13 octobre, AG interpro Mercredi 13 octobre à 17h à la Bourse du Travail, métro République

Plus qu'une retraite, nous devons aux prochaines générations un autre monde

(Texte publié dans G.A.V n°1, 19 octobre 2010)

A cette heure où nous marchons d'un pas tranquille, toutes les raffineries du pays sont bloquées. Un fait inédit depuis 1968. Le gouvernement craint une pénurie d'essence ; par la voix de ses chiens il s'acharne désespérément à démentir cette possibilité, tout en envoyant les forces de l'ordre attaquer les dépôts de Fos-sur-Mer, Bassens, Cournon d'Auvergne, Lespinasse... aujourd'hui l'État pioche dans ses stocks « stratégiques ». La pression doit continuer. Nous devons être solidaires de ces grévistes car ils sont en première ligne pour les revendications de toutes les personnes présentes aujourd'hui.

Les attaques coordonnées contre ces grévistes (comme hier encore à Brest) montrent une chose parmi d'autres : l'État ne veut pas que les ouvriers s'organisent en dehors des compromis syndicaux et d'un calendrier de manifestations établies et inoffensives. Ainsi également, la police agresse t-elle des lycéens au flash-ball lorsqu'ils décident de monter une barricade. Laisant un jeune gravement blessé à la tête. Le pouvoir use de toute sa violence pour taire la jeunesse, les travailleurs, et tous les trublions qui se mêlent aux défilés. Pour autant nous devons poursuivre nos actions, les développer. Nous devons résister par tous les moyens que nous trouverons légitimes. Nous pouvons et nous devons tout bloquer, organiser d'autres occupations, déployer d'autres assemblées générales... Nous devons nous installer dans la rue, sur les places, dans les parcs... mais aussi dans les usines, les écoles, les préfectures, les ministères, des médias... Tous les bâtiments des pouvoirs qui organisent notre oppression.

Poussées par leurs bases, les centrales syndicales ne peuvent plus reculer. Les journées de grève se succèdent, et ne viennent que la colère et l'exaspération des gens. Devant la défiance de l'État, il n'y a plus d'autres choix, le mouvement doit se durcir, au risque de tuer dans l'oeuf toutes les contestations sociales à venir. Car si le gouvernement ne fléchit pas lorsque nous sommes trois ou quatre millions dans la rue, quand fléchira t-il !?! Les syndicats doivent prendre leur responsabilité et appeler à la grève générale, au plus vite. Sans cela ils encourent le risque de perdre tout contrôle sur leur partisan-es ou carrément d'essouffler la lutte. Et c'est la seule chose sensée à faire pour élargir et le combat et permettre à d'autres de nous rejoindre.

Mais au fait... Qu'attendons-nous de ce mouvement social ? « Un retrait » ? « Une autre réforme » ? « Des aménagements » ? « La retraite à 60 ans » ? Certes, nous avons été rassemblés ici pour défendre collectivement une partie de ce qu'on appelle nos acquis sociaux... L'affaire de quasiment tout le monde ? Pas si sûr... Une lutte qui semble assez individualiste finalement, et qui ne changera pas la nature des choses... Dans peu de temps, il faudra ressortir dans la rue pour défendre la sécurité sociales. Il faut écouter ceux et celles qui ont d'autres revendications, afin en élargir le champ. Ces dernières années, les mouvements sociaux de plus ou moins grandes ampleurs ont été d'une récurrence incroyable, et dans presque tous les secteurs professionnels : industrie, tertiaire, éducation, justice, santé, social. En même temps qu'ils sont complètement dissociés ces mouvements sont à la merci du pouvoir. C'est pourtant le même ennemi qui frappe à tous ces endroits à la fois. Cet ennemi à un nom bien connu : il s'appelle capitalisme.

Alors ne pourrait-on pas exiger plus ? Tant qu'à être des millions dans la rue, là, maintenant ? Nous devons saisir cette chance unique d'être rassemblé-es pour dépasser cette lutte des retraites. Car si nous sommes victorieux - et nous avons de grandes chances de l'être en restant solidaires - qu'aurons-nous gagné ? Le droit de retrouver nos casse-pipes ? Nos patrons ? Nos salaires de déprime ? Nos universités bradées au privé ? Nos écoles déconfitées ? Des expulsions incessantes ? Des actionnaires gras ? La misère qui croupie en prison ? Des partis politiques esclaves du marché économique ? Le marché lui-même ? Le droit de vote ? La consommation ? La concurrence ? La télé ? Qui n'a rien à redire de plus au sarkozysme et au capitalisme ? Hein ? Alors pourquoi ne pas pousser pépé dans les orties, une fois pour toute ? Pourquoi ne pas cracher la pierre qu'on a au fond du bide.

Tract national AG Etudiante Caen

samedi 23 octobre 2010

Partout en France, le harcèlement quotidien du pouvoir économique et politique s'accroît.

La mobilisation contre la réforme des retraites mais aussi contre l'ensemble des politiques anti-sociales, xénophobes et/ou liberticides s'accroît jour après jour, contrairement à ce que peut laisser entendre le gouvernement. En accélérant autoritairement le processus législatif, en multipliant les communiqués de presse, les passages à la télévision taisant la réalité du mouvement (« il n'y a pas de pénurie de carburant », « la mobilisation baisse... »), ce gouvernement montre clairement sa crainte quant à l'augmentation du nombre de pôles de contestation mais surtout quant au caractère intercatégoriel de la lutte en cours. La population n'est pas aveugle, elle voit et soutient au quotidien, les actions menées par les différents secteurs en lutte.

Localement, nous pouvons tou-te-s participer à la lutte en cours !!! Depuis le mardi 12 octobre dans le Calvados, plusieurs secteurs et travailleur-euse-s, dans le public ou le privé, se sont mis-e-s en lutte : les pompiers, les cheminots de la SNCF, les salarié-e-s du CHS et du CHU, de l'éducation nationale, de la CAF, des Impôts, de la poste, des collectivités territoriales, de Valéo, de RVI, de Bosh, des routiers... Les lycées puis l'université ont rejoint depuis la lutte. C'est sans précédent ! A Caen, lors des journées nationales, plus de 40.000 manifestant-e-s se sont réuni-e-s. Chaque secteur, chaque AG (sectorielle, intersyndicale ou intercatégorielle) ont toutes organisé, quotidiennement, des actions de blocage économique avec diffusion massive d'information : blocage du dépôt de carburant en non-stop pendant plusieurs nuits et jours, blocages de flux de circulation, blocages de zones d'activités commerciales, de la Banque de France... Même les pharmacies refusent leur tour de garde en soutien et sont réquisitionnées. Ces actions ont fédéré et confirmé la volonté du passage à l'action afin de renverser les injustices prônées par le gouvernement. **Nous encourageons et participons à ces actions mais nous remarquons également que le contexte national est bien plus fort !**

Un contexte national explosif !

L'ensemble des 12 raffineries restent encore aujourd'hui en grève (pas vu depuis 1968 !) et les 6 de Total sont à l'arrêt complet, malgré la réquisition autoritaire des salariés en lutte (atteinte au droit de grève, reconnu par exemple, par le juge du tribunal administratif en Seine-et-Marne), ayant pour conséquence la fermeture ou la rupture de stock dans 3929 stations essence sur environ 13 000. Plusieurs dépôts de carburants sont eux aussi bloqués troublant ainsi grandement la redistribution du carburant. Le recours aux forces de l'ordre a eu lieu pour dégager les blocages ; mais la détermination reste la même et des reblocages ont lieu un peu partout...

Après une mobilisation tirée par le secteur public (SNCF, Education, EDF...), nous assistons à une tâche d'huile qui se répand autant dans le public que le privé : GDF-Suez, transports urbains, une vingtaine d'usines de caoutchouc/pneumatiques (Goodyear, Michelin, Paulstra...), une 30aine d'usines chimiques (Rhodia, l'Oréal, Basf...), dans les usines du verre (St Gobain, Isover, Baccarat...), dans la métallurgie (Dura, Astral...), dans l'industrie pharmaceutique et alimentaire (700 en grève le 19.10), dans les centrales nucléaires (Chinon, Civaux, Tricastin, Flamanville...), les convoyeurs de fonds (Brink's, Loomis), les éboueurs (Marseille, Toulouse, Nantes...), de nombreuses cantines... **La liste est longue et s'allonge !**

Passage généralisé à l'action !

De la Capitale aux petites villes (Lorient, Abbeville, Feyzin...), en

passant par les plus grandes villes (Rennes, Strasbourg, Marseille, Lyon...), des actions se multiplient renforçant la détermination. Pour répondre aux grèves des raffineries, des blocages de dépôts de carburant ont eu lieu un peu partout, des aéroports ont été bloqués, des grands de circulation ont connu des opérations de ralentissement ou de blocage, des péages gratuits ont été organisés, des blocages de zones d'activités économiques, de centre de tri et de gares, des dépôts de transport, des conseils municipaux ont été annulés. La rage sociale s'exprime allant jusqu'au saccage des locaux du ME-DEF ou de l'UMP. **Le pouvoir ne peut plus nous museler.**

La répression, comme seule réponse étatique !

Pour les lycéen-ne-s, le Ministère de l'Education, relayé par les Rectorats et proviseurs, exercent une pression pédagogique et administrative (menaces verbales, lettres aux parents, colles, exclusion...) pouvant même être en illégalité ! Dans de nombreux blocages de lycées, les forces de l'ordre débloquent (Cherbourg...) ou sont présents devant les portes. Pourtant, **l'engagement légitime des lycéen-ne-s ne se tait pas.** Pour les universités, des pressions arrivent sur les étudiant-e-s et les directions propagent des mensonges sur le nombre de facs mobilisées. Ils vont même jusqu'à porter atteinte au Droit de réunion, comme à Poitiers où les forces de l'Ordre ont empêché la Coordination Nationale de s'y réunir (elle est donc maintenant au Mans). Plus grave encore, les grévistes des raffineries sont réquisitionnés (5 ans de prison et 10.000 € s'ils ne se plient pas aux ordres donnés par le gouvernement), les salarié-e-s sont frappé-e-s par les CRS (Grandpuits, Amiens, Lyon...), des affrontements explosent un peu partout en France (Paris, Lyon...)... Rhétorique habituelle du gouvernement : « il faut punir les casseurs ».

Ces « casseurs » sont des salarié-e-s, chômeur-euse-s, lycéen-ne-s ou étudiant-e-s. Les peines pénales sont sans précédent pour un mouvement social français : 4 mois (dont 2 avec sursis) pour un docker de 41 ans ; à Lyon, une lycéenne de 18 ans a pris 5 mois fermes pour avoir enflammé une poubelle, à Lyon un étudiant a pris 3 mois avec sursis pour avoir jeté un sac de feuille morte.... Même un syndicat de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) déplore « la communication gouvernementale caricaturale voire mensongère » qui présente les manifestant-e-s comme des « délinquants chevronnés ». Depuis le 12.10, il y a eu 2257 interpellations dont 288 pour la journée du 21.10. La répression illégitime s'amplifie mais la détermination du mouvement également comme à Rennes où l'intervention policière pour débloquent un dépôt de bus, pris par des étudiant-e-s, fut extrêmement violente et les salarié-e-s de cette entreprise se sont alors mis également en grève ! **Nous assistons à une multiplication des pratiques policières illégales (tirs tendus, norme de distance pour flash-ball, intimidations en garde à vue...).**

Nous ne plions pas ! Face à la Répression, la solidarité est notre arme.

Nous appelons tout le monde à diffuser l'idée juste et légitime de cette lutte et des actions au sein de vos lieux de travail, de votre famille, de vos amis....

De nombreuses actions sont déjà programmées localement, notamment par l'intersyndicale interprofessionnelle locale et complété par l'AG intercatégorielle de Lutte :

AGENDA DES ACTIONS LOCALES pour cette semaine :

Mardi 26 octobre: à 17h, rassemblement, place du Théâtre, suivi d'une action.

Mardi 26 octobre: à partir de 22h, blocage de la zone d'activité de Carpiquet.

Jeudi 28 octobre: 10h, Manifestation nationale, place St Pierre. Suivie d'une AG intercatégorielle et pic-nic, place du Théâtre pour partir ensuite en action.

Vendredi 29 octobre : dès 4h, Blocage du dépôt de carburant. De plus, l'Assemblée Générale Intercatégorielle a mis quant à elle un RDV, tous les matins à 9h, place Bouchard, afin de faire des actions quotidiennes de blocage et diffusion.

Eteignez vos télévisions et rejoignez les piquets !!!

L'Assemblée Générale Etudiante.

Manifeste de l'assemblée générale interprofessionnelle de Rennes

Depuis deux semaines, le mouvement de contestation populaire qui s'est cristallisé autour de la réforme des retraites va incontestablement de seuil en seuil. Les manifestations se succèdent sur tout le territoire, bien au-delà des seules «journées d'action». Des grèves sont reconduites depuis une dizaine de jours dans de nombreux secteurs. On envisage dans les prochaines jours que la raréfaction de l'essence se transforme en pénurie généralisée sans pour autant que le soutien de l'opinion en soit entamé. Au contraire. Partout, le mot d'ordre de blocage de l'économie est avancé et mis en oeuvre.

La liaison interprofessionnelle hier si difficile à mettre en place, entre des étudiants, des chômeurs et des salariés, se réalise aujourd'hui de manière presque naturelle. La jeunesse scolarisée occupe nombre de lycées et d'universités. Des caisses de grève circulent pour soutenir les grévistes du rail, des raffineries, de l'éducation... La détermination des grévistes fait la preuve d'un refus de s'en remettre à l'échéance des prochaines élections présidentielles pour exprimer dès maintenant un désaveu de l'évolution générale des politiques gouvernementales.

Beaucoup affirment que cette mobilisation contre la «réforme» des retraites, inédite dans ses formes depuis des années, est une révolte contre les politiques réactionnaires menées depuis fort longtemps, et dont l'arrogance sarkozyste ne représente que la quintessence. Dans le même temps, le pouvoir actuel réagit et tente d'affaiblir la contestation grandissante non seulement par la répression et l'exhibition des soit-disant «violences des casseurs» mais aussi en agitant le chantage à l'emploi et en se présentant comme le détenteur de la justice et de la liberté. Comment peut-on décemment présenter les grévistes comme une menace pour l'emploi alors même que des centaines de milliers de salariés sont licenciés sur l'autel de la compétitivité, qui n'est rien d'autre que l'avidité insatiable des capitalistes ? N'est-ce pas d'ailleurs la même logique qui nous «impose» de réduire le système par répartition à peu de chagrin et de l'«ouvrir» à la capitalisation ? Comment le gouvernement de Sarkozy pourrait-il incarner le parti de la liberté que le blocage de l'économie menacerait ? N'a-t-on pas vu ces dernières années l'attaque des libertés publiques s'accélérer par le contrôle de plus en plus étroit du pouvoir judiciaire, de la presse, ou par le fichage généralisé de la population ? Ne voit-on pas ces derniers jours la provocation et l'arbitraire policier tomber sur celui qui était là au mauvais endroit au mauvais moment, ou qui manifestait un peu trop bruyamment son hostilité au pouvoir de l'argent et à la xénophobie d'Etat ? Quand la loi est injuste, la justice passe avant la loi.

A Rennes, outre les grèves des cheminots, des enseignants, des conducteurs de bus..., de nombreuses actions de blocage économique ont été effectuées avec la participation de nombreux individus issus de secteurs socio-professionnels variés : étudiants, lycéens, chômeurs, cheminots, personnels de l'éducation, des impôts, communaux, ouvriers de la pétrochimie, hospitaliers, routiers, etc...

Pourquoi une assemblée générale interprofessionnelle est-elle nécessaire ? Cette assemblée, que nous souhaitons voir se réunir tous les jours et en un lieu fixe aurait pour première vocation de coordonner les secteurs en lutte par delà les appartenances syndicales et politiques et les catégories socio-

professionnelles. Cela signifie à la fois chercher à consolider le mouvement de grève reconductible, l'étendre, et le durcir, notamment à travers l'organisation d'actions de blocage économique de grande envergure. Ces dernières doivent avoir pour double vocation de faire pression sur le gouvernement et le patronat, et à encourager la lutte des salariés sur les sites bloqués. Cette assemblée générale interprofessionnelle, nous la voulons réellement démocratique. Nous la voulons ouverte à tous, capable de rendre concrète pour chacun, qu'il soit gréviste ou non, syndiqué ou non, salarié, chômeur, précaire, étudiant..., la possibilité et la légitimité d'y prendre la parole et de participer à la prise de décision. Cette assemblée se doit d'être un lieu de débat, de confrontation, et de mise en commun entre différentes composantes et tendances du mouvement, différentes analyses, différentes stratégies de lutte, et donc de dépasser le sectarisme. Au contraire, elle doit participer d'une démarche unitaire et solidaire exigeante, qui pourrait se matérialiser notamment par un renforcement des initiatives de caisses de grève, de soutien juridique et financier face à la répression (y compris des formes de révolte les plus stigmatisées), d'une capacité à se prêter mutuellement main forte pour mener des actions ou tenir des piquets de grève. Pour autant, cette assemblée ne doit pas se limiter au débat, à l'organisation d'actions et à la solidarité.

Elle doit aussi se faire l'expression du mécontentement général à l'égard des politiques actuelles, et par là, encourager la formulation de revendications supplémentaires à celle du retrait du projet de loi. L'arbre des retraites ne doit pas cacher la forêt du rouleau compresseur que les classes populaires subissent depuis un certain nombre d'années. Ainsi, nous souhaitons que cette assemblée devienne un véritable organe de contre-pouvoir populaire, à la hauteur de la pression formulée par la base à l'endroit des confédérations syndicales pour qu'elles se maintiennent dans le mouvement. Dans ces conditions, l'assemblée générale interprofessionnelle de Rennes n'est pas vouée à exister en vase clos, mais à se coordonner avec toutes les initiatives convergentes dans les autres villes, sur une base que nous souhaitons régionale, voire nationale. Ceci implique une volonté claire des grévistes de construire une parole propre, en capacité de contrer la désinformation des médias et du pouvoir, et de contester le monopole de la parole des «leaders» qui occupent la scène médiatique.

AG interpro de Rennes, lundi 25 Octobre, mardi 25 octobre, mercredi 26 octobre à 18h, Place du parlement

Autres rdv :

Lundi 25, 04h30 : pour départ en action devant les locaux syndicaux des cheminots : 6, rue Pierre Martin.

Mardi 26 : idem

Mercredi 27, 12h : rassemblement devant le parlement de Bretagne contre la répression et en soutien à Jérôme, cheminot CGT de ST-Nazaire, condamné en première instance à 2 mois ferme pour un soi-disant jet de pierre. Son appel (parlement est aussi le lieu de la cour d'appel régional) a lieu à 13h30. Venez nombreux le soutenir

Grève jusqu'à la retraite. Ce monde est pourri, ce monde est vieux, minimum vieillesse dès 16 ans.

Piquets volants, bloquons l'argent, piquets mobiles, bloquons la ville

<http://www.cip-idf.org/>

Le front commun des casseurs

Mercredi 20 octobre 2010

Il est souhaitable de préciser en mini préambule: la forme ne fait pas le fond. Il n'est donc pas question ici d'idéaliser des pratiques pour ce qu'elles seraient en tant que telles, mais de les voir dans un contexte bien particulier.

La violence n'est jamais une chose à romantiser, à idéaliser. Elle est juste nécessaire à tout acte de révolte, toute velléité révolutionnaire. Et sans pour autant être menée via de sales stratégies autoritaires.

On remarque une différence bien nette avec ce mouvement social en comparaison avec les précédents les plus récents. L'entrée des lycéens ne se fait pas de manière tranquille, c'est le moins que l'on puisse dire. La radicalisation n'est pas menée par une minorité en fin de mouvement, mais s'est traduite directement en actes et ce de manière diffuse. Lire les brèves d'une des dernières journées nous donne un indicateur précis et non équivoque : on s'affronte avec les flics, on casse, on brûle, on saccage, etc., que ce soit dans une grande ville ou dans un petit bled. La contagion est là, la machine est lancée.

Et c'est là où une deuxième spécificité entre en jeu : la figure du jeune de cité de novembre 2005, qui lors du mouvement lycéen de 2005 ou lors du mouvement anti-CPE de 2006, venait sur des manifs pas vraiment dans le même but que les manifestants eux-mêmes (et quelques «antagonismes» se faisaient alors sentir sur le terrain), se retrouvant cette fois-ci du même côté des barricades. Une certaine jonction se fait enfin. Ce n'est pas l'unité de classe, mais c'est un joli début d'association. Alors qui de l'oeuf ou de la poule a provoqué cela ? Ce n'est pas très intéressant à savoir. Ce qui est sûr c'est que deux phénomènes se sont alors auto-alimentés : les lycéens bloqueurs adoptant des stratégies (ou au minimum réactions) plus offensives, les jeunes de la cité pas forcément régulièrement scolarisés pour une partie d'entre eux (pas intéressant à nuancer ou à développer, ce n'est pas le fond du propos) venant rejoindre les blocages ou alentours pour épauler lors/profiter des affrontements et apporter ainsi leur pierre.. Et ça marche.

On se retrouve avec une série d'actes de violence où mêmes les médias n'ar-

rivent plus (enfin, plus tous), à dire que les événements sont uniquement dus aux «casseurs infiltrés». Et des profs de lycées de reconnaître avec compassion que les casseurs, ce sont aussi leurs lycéens. Merde alors, la figure du barbare se décompose. On se retrouve avec des témoignages qui ne faisaient pas de doute mais qui là sont encore plus explicites : la réforme des retraites, certes personne n'en veut, mais on s'en fout aussi un peu beaucoup. C'est aussi et surtout un bon prétexte pour dégueuler tout ce que l'on a dans le ventre et que l'on retient pour beaucoup au quotidien. Et comme certains lycéens disent, ça suit le mouvement. Je me mets à casser ou à balancer des pierres sur les keufs car les autres le font. Et sans doute que cela fait du bien. Car en général les mêmes se comportent avec beaucoup plus de docilité envers le système (scolaire et plus généralement). On brise enfin certaines de ses propres chaînes.

Ce défoirer en forme d'exutoire n'est certainement pas gratuit et vide de sens. Il est dans la continuité de novembre 2005 à une autre échelle (actuellement). Sauf que l'on a effectué quelques recentrements géographiques. Les mêmes, avec leurs nouveaux camarades de rue, qui en 2005 se contentaient de foutre le feu à leurs quartiers s'en vont piller par ex. les magasins d'une rue commerçante à Lyon, ou encore tenir la rue à proximité d'un lycée à Nanterre. Les deux exemples les plus récents, mais qui sont loin d'être isolés. On pourrait en citer tant d'autres. La différence notable est que là encore, il n'est pas question d'un enchaînement de violence réactif suite par exemple à une «bavure» policière comme cela a pu être le cas en novembre 2005 ou en Grèce plus récemment. Une opportunité de situation est plutôt saisie. Et même si on pourrait en dire de même (la fameuse histoire du prétexte) quand il s'agit d'émeutes réactives, on trouve ici une belle petite spécificité. Alors que des violences réactives ont plus de légitimer ou de raison évidente de chercher à s'affronter à la cause directe : la figure du flic. Ici, le flic n'est pas trop la cause de la réforme des retraites. Et même s'il se montre offensif/répressif lors du mouvement, ce n'est pas cela essentiellement, qui contrairement à ce que veulent faire croire les gentils démocrates de gauche (les fameuses «provocations policières»), qui fait que l'on veut le niquer, lui et ses collègues. C'est autant de la vengeance personnelle pour ceux qui connaissent les humiliations quotidiennes, que de le mettre à sa place réelle : celui qui protège le capital, l'Etat, celui qui nous bride tous

les jours, celui qui permettrait de nous foutre en taule et de briser les révoltes de demain. Et c'est donc dans un bon sens total que la réaction première en le voyant n'est plus de faire des bisous ou des sit'in devant lui. Mais d'y aller franchement. Plus il y en aura à terre, mieux cela sera.

Mais ne mettons pas simplement le flic au centre de la chose. (En petite parenthèse, les services d'ordre des syndicats devraient prendre leur même dose au quotidien...) Le bras armé du capital doit effectivement en prendre le plus dans la gueule, mais cela ne s'arrête certainement pas là. Ce qui est retenu aussi, c'est que ça doit péter, ça doit piller, ça doit brûler. Tout ce qui humilie au quotidien en termes de questions matérielles, toutes les frustrations et les voies sans issues que promettent cette société de merde à la plus part, doit prendre des coups, doit valser (quitte à avoir un esprit immédiat pragmatique et aussi à s'en mettre plein les poches).

Alors en l'état actuel des choses, il ne sert à rien de se dire que cela puisse servir effectivement ou non à grand chose. Une vitrine de pétée ou une voiture de cramée n'ont jamais changé et ne changeront jamais en tant que telles le monde, ça c'est sûr. C'est juste que ces dernières jours donnent plutôt des indicateurs pour demain, que ce soit dans ce mouvement ou dans un autre futur. De plus en plus de gens ont rien à perdre et plus à gagner à voir ce monde crever. Et quand la plupart des gens dans la rue se mettront à commettre toute une série d'actes en forme de non-retour possible. Quand il n'y aura pas 10 mais 1000 vitrines pétées en simultanées et sans concertation. Tout commencera.

A quand la mise à feu d'une raffinerie ?

*Un électron libre et révolté qui espère
le courant très haute tension
pour ne pas devoir rester
dans le noir... trop longtemps.*

PS : appel aux démocrates théoriciens du complot : camarades, pour ne plus avoir de doute sur le fait que ce soient ou pas des flics provocateurs qui pétent des vitrines et commentent les divers actes de violence, notamment lors des cortèges noirs parisiens, procure-toi la prochaine fois une barre de fer et pétées-en une en premier. C'est la seule thérapie de choc qui te reste à disposition. Sinon tu as encore la possibilité de rejoindre le rang des SO ou encore celui des milices staliniennes en formation. Mais attention, tu en prendras plein la gueule, car même si on sait que les SO n'ont pas de flics infiltrés dans les rangs (ah merde, si, il y a les branches sectorielles de flics et de matons dans bon nombre de syndicats), on sait aussi que ces derniers ont bien infiltré leurs têtes. Ils seront donc traités comme tels. Des porcs à saigner.

Que l'on soit des retraités du travail ou des allocataires de la CAF, des salariés du public ou du privé, des chômeurs courte ou longue durée, des rsastes ou des sans-papiers, des intermittants ou des paysans, des lycéens ou des étudiants...

Y'en a marre !

des problèmes de logement, de thunes, de boulot, de papiers, de santé, de mômes ou de vieux...

Esclave

esclave de tel ou tel boss, de tel ou tel contrat, de telle ou telle boîte

des impôts qu'il faut payer, des dettes et des factures qui s'accumulent : loyer, eau, gaz, ordures, électricité, téléphone, assurances, crédits...

des RDV obligatoires et des demandes incessantes de nouvelles pièces administratives

des radiations Pôle Emploi ou des contrats RSA

des mois sans allocation, sans indemnité, sans bourse, sans logement...

des contrôles CAF aux formations bidons

des cours sans avenir...

Le retrait de la loi sur la réforme des retraites est une exigence minimum ! Des millions de vieux survivent déjà avec moins de 700 euros par mois quand d'autres, tout aussi isolés, croupissent à l'hospice ou dans des maisons de retraite. En même temps, beaucoup d'entre nous ne bénéficieront de toute façon d'aucune retraite : des centaines de milliers de chômeurs "longue durée" vivent au RSA (400 euros) avec injonction faite de trouver des emplois quand des millions d'autres se retrouvent licenciés en masse à galérer dans les boîtes d'intérim ou les pôles emploi (ne serait-ce que pour obtenir leurs indemnités), l'exploitation des sans-papiers et des jeunes en formation (CAP, BEP et autres) achevant cruellement le tableau...

Au-delà du débat classique entre « la casse des services publics » et « la logique de privatisation », la réforme des retraites pose "la question" de l'exploitation au travail. Que ce soit dans sa durée, sa contrainte et sa pénibilité, son contenu et ses finalités, la fatigue, le stress, l'abrutissement et l'isolement que le travail salarié génère...

Depuis maintenant plus d'un mois, des blocages, des grèves, des manifs, des occupations, des cantines, de la répression et... des assemblées pour se coordonner, discuter, écrire, prévoir des actions, s'informer sur ce qui se passe ici ou là, se donner des rencarts et des coups de main, organiser la lutte..., se construire d'autres horizons...

GRÈVE ET MANIFESTATION

à l'invitation des employés de Pôle emploi

RDV MARDI 9 NOVEMBRE À 12H30

Paris, Place de la République

Nous ne devons rien, bloquons tout.

Nous pourrions essayer de superposer de multiples cartes du territoire pour figurer la profusion des strates de l'activité en cours. La conjoncture chantonne en sourdine une fameuse ritournelle, bribes d'hétérogène, consistance nouvelle : *Voilà bien ce qu'il fallait pour faire la guerre au palais, sache que ta meilleure amie, prolétaire, c'est la chimie.*

Des cartes, il en faudrait 10, 50, 1000, des facs, aux défilés, des piquets aux blocages, des dîners de famille aux bars, des conversations à distance ou des échanges de mails comme des rencontres imprévues, des sourires, des connivences, des rages décisionnaires et des associations libres, des cartes où puissent se lire ce qui trame aujourd'hui. Cela nous vengerait du silence public sur ce qui a lieu et nous meut. Cela nous soignerait préventivement de la tristesse et des mensonges intéressés sur le « retour à la normale ». Cela confirmerait l'émergence de temporalités décidément rétives à la capture capitaliste de la vie que représente à son tour la « réforme » des retraites, qui – une fois encore – veut arrimer nos biographies à une mesure qui fait du temps d'emploi, et donc de l'exploitation, le sésame de l'existence même.

La retraite figurait l'horizon d'un temps libre. Un mur remplace ce dernier. Avec son précipice amorti, le minimum vieillesse... à 65 ans. Le temps libre, lorsqu'il n'est pas celui des nantis, doit devenir infernal.

Le chômage n'est pas l'envers – heureux ou indigne – du travail, mais l'un de ses moments. C'est ce contrôle du temps de vie que la grève des chômeurs entend combattre, en fabriquant des jonctions pratiques. La grève, tournante, rampante, par blocage, est une libération, une libération de l'activité, enfin orientée vers des fins qui lui soient propres. Un refus de ce monde.

À ce bonheur, chacun peut et doit prendre part pratiquement. On connaît le dicton squatteur, "tu cherches, tu trouves". Allons chacun à la rencontre de ce qui est là, maintenant, dans le *lynannaj* qui se construit.

C'est l'amour qui apprend à l'homme à croire vraiment au monde des objets extérieurs à lui (K. Marx, *La sainte famille*). Que la fatigue d'être soi, un dividu concurrentiel et misérable arc-bouté sur tel ou tel fragment d'identité, s'évanouisse à nouveau dans la puissance du nous.

C'est la rue qui fait la loi

Coordination des intermittents et précaires d'île de France.

www.CIP-IDF.org 14-16 Quai de Charente, 75019 Paris (M° Corentin Cariou) Tél : 01 40 34 59 74

Nous sommes UN, soyons TOUT !

Comme les travailleurs, sans-travail, étudiants, retraités,... de Grèce, d'Espagne, du Portugal, de Chine, du Bangladesh, d'Afrique du Sud, d'Algérie, du Pérou et de bien d'autres régions du monde, nous descendons à notre tour dans la rue en France.

Nous sommes la « contagion en acte »... celle que craignent tous les gouvernements de tous les pays et de toutes les tendances politiques ! Nos revendications particulières ne sont que l'expression d'**UN SEUL ET MÊME MOUVEMENT** :

- **CONTRE LES SACRIFICES** que tentent de nous imposer partout les gestionnaires du capital ;
- **CONTRE DES CONDITIONS DE SURVIE**, de logement, de santé,... partout toujours plus dégradantes ;
- **CONTRE NOTRE ESCLAVAGE SALARIÉ** partout sans cesse accru (augmentation des cadences, de la durée du travail, travail toujours plus abrutissant...).

Bien sûr les exploiters et leurs valets syndicaux tentent déjà de neutraliser nos revendications sur le terrain de la réforme : négociation/révision/rejet de la loi, voire même un changement de gouvernement,... pour mieux satisfaire les besoins du Capital !

Pour satisfaire NOS BESOINS HUMAINS, il n'y a pas de solution en demi-teinte possible :

**L'économie est en crise ? Achevons-la !
BRISONS LA PAIX SOCIALE ET SYNDICALE !**

**Étendons et approfondissons notre mouvement !
AUTO-ORGANISONS NOUS À TOUS LES NIVEAUX !**

**EMPÊCHONS LE RETOUR À LA NORMALITÉ
PAR TOUS LES MOYENS !**

À PRÉSENT, SOYONS TOUT !

Prolétaires Internationalistes

proletairesinternationalistes@yahoo.fr <http://proletairesinternationalistes.wordpress.com/>